

RÉVOLUTION ou GUERRE

#16

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Semestriel – Septembre 2020



Sommaire

Crise capitaliste et offensive bourgeoise contre le prolétariat

Situation internationale

Déclaration conjointe du Gulf Coast Communist Fraction et du GIGC sur les manifestations antiracistes aux États-Unis (5 juin 2020)

La fausse opposition racisme-antiracisme et la menace qu'elle représente pour le prolétariat international

Lénine : *Attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion* (1909, extraits)

La pandémie mondiale et la concurrence impérialiste (Tendance Communiste Internationaliste)

Discussion et réflexion sur le texte de la TCI: la Chine, principal rival impérialiste des USA ?

Lutte contre l'opportuniste et le révisionnisme politique

Contre les ragots sur les réseaux sociaux et défense des débats politiques publics

Débat au sein du camp prolétarien

Sur la période de transition entre capitalisme et communisme :

Critique de la position du GIGC sur les mesures de capitalisme d'État adoptées par le parti bolchévique en Russie (Fredo Corvo)

Réponse au camarade Fredo Corvo

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

4 dollars/3 euros

Sommaire

Crise capitaliste et offensive bourgeoise contre le prolétariat	1
Situation internationale	
Déclaration commune du GCCF et du GIGC sur les manifestations antiracistes aux États-Unis	4
La fausse opposition racisme-antiracisme et la menace qu'elle représente pour le prolétariat international	7
Attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion (Lénine, 1909, extraits)	13
La pandémie mondiale et la concurrence impérialiste (Tendance Communiste Internationaliste)	16
Discussion et réflexions à propos du texte de la TCI : la Chine, principal rival des USA ?	22
Lutte contre l'opportunisme	
Contre les ragots sur les réseaux sociaux et pour les débats politiques publics.....	25
Débat au sein du camp prolétarien	
Sur la période de transition : critique de la position du GIGC sur les mesures de capitalisme d'État adoptées par le parti bolchévique en Russie (Fredo Corvo)	26
Réponse au camarade Fredo Corvo.....	27

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à intleftcom@gmail.com.

Crise capitaliste et offensive bourgeoise contre le prolétariat

La crise capitaliste est là et bien là. Six mois après l'explosion de la pandémie et de la crise, la rupture historique se vérifie et ne fait plus guère de doute, même pour les plus sceptiques. Le monde capitaliste commence à craquer de partout au point que révoltes sociales en tout genre et menaces guerrières se multiplient.

La crise économique, expression et facteur déterminant de l'impasse historique du capitalisme, ne peut que s'approfondir et s'aggraver. Aucune reprise en « V » ou « L », tant débattue par les économistes bourgeois, n'est en vue. Le confinement et la paralysie de plus de la moitié de la production mondiale ne furent pas une simple parenthèse qui, une fois, refermée verrait une reprise normale de l'économie, un retour à la situation d'avant. Preuve s'il en était besoin que la pandémie de Covid-19 n'est pas la cause de la crise. Elle n'a fait que la précipiter et y donner certaines caractéristiques toutes particulières. Tout comme elle peut encore entraver aujourd'hui la soi-disant reprise économique que la bourgeoisie espère sans trop y croire. Elle a beau parler de reprise et relance, la réalité est que la crise économique ouverte ne fait que commencer.

La récession économique ne fait que commencer

Car, après une chute inégalée du PIB mondial au premier semestre 2020¹, cette reprise reste bien timide. Selon les économistes et media bourgeois, le PIB mondial tardera avant de retrouver son niveau de 2019 dans le cas, peu probable, où aucune crise financière, boursière ou spéculative, n'éclate d'ici là bloquant le système financier international et faisant s'écrouler le marché de la dette généralisée. « Globalement, le PIB de 2021 devrait donc se retrouver quelque 6½ points de pourcentage au-dessous du niveau envisagé par les projections établies en janvier 2020, avant la pandémie de Covid-19 » (FMI²). Autre caractéristique inédite : aucune région, aucun continent et pays, Chine comprise, n'ont été épargnés par la chute du PIB. Aujourd'hui, alors que le travail a repris et que la relance devrait être vigoureuse pour rattraper les deux mois de paralysie si le capitalisme était en bonne santé, « la reprise économique reste molle aux États-Unis » (lapresse.ca, 28/8/20) ; en Allemagne, « la production industrielle a progressé de seulement 1,2% en juillet, alors que l'Office fédéral de la statistique (Destatis) tablait sur une hausse de 4,5%. L'indice de la production reste inférieur

de 11,4% par rapport à juillet 2019 » (La Tribune, 7/9/20) ; et en France, « l'Institut national de la statistique a toutefois confirmé sa prévision d'une contraction du PIB d'environ 9% sur l'ensemble de l'année 2020, prévoyant qu'"à la fin de l'année, l'activité économique resterait toujours en deçà de son niveau d'avant-crise", d'environ -4% » (idem, 8/9/20). Nul doute que les données économiques à venir de l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale, et des différents pays, viendront confirmer l'absence de reprise telle qu'elle permettrait d'envisager la sortie de crise, voire d'effacer, ni même alléger, les effets dramatiques de celle-ci et le montant de la facture qui va être présentée au prolétariat international.

Le chômage a explosé du fait du confinement généralisé mais la fin de celui-ci n'a pas permis non plus de revenir à la situation d'emploi antérieure. Loin s'en faut. Aux États-Unis, « nous sommes toujours à plus de 11 millions d'emplois de moins qu'en février »³ alors que les plans de licenciements qui se multiplient tout autour du globe, sont pour la plupart encore à mettre en œuvre. Les conséquences en sont déjà terribles malgré les mesures étatiques de chômage partiel mises en place dans l'urgence par les différents pays et selon leur « tradition » historique, les couvertures sociales étant plus fortes en Europe qu'en Amérique ou en Asie par exemple. Les files d'attente aux soupes populaires et autres Restaurants du cœur ou Secours populaire ont explosé. Les expulsions de logement pour non paiement de loyer ou des mensualités de l'emprunt immobilier commencent à se multiplier, particulièrement en Amérique ou en Grande-Bretagne. La fin des mesures de chômage partiel, fin juillet pour ce qui concerne le Cares Act adopté en mars aux États-Unis et fournissant 600 dollars de prestation par semaine aux chômeurs, vont jeter des millions de prolétaires supplémentaire dans la rue, sans emploi et sans domicile. À cette catastrophe, viennent s'ajouter les plus de 800 000 morts à ce jour et les millions de malades du Covid 19, beaucoup ayant le plus grand mal à récupérer, que les systèmes de santé capitaliste n'ont pu prévenir et soigner faute de moyens, voire de couverture santé minimale dans de nombreux pays. Inutile de préciser ici que ces décès et malades touchent essentiellement les classes sociales les plus pauvres. Avec l'aggravation de la crise, combien d'autres morts et malades sont encore à venir ?

1 . Plus de 30% aux États-Unis et au Royaume-Uni, de 20 à 10 % en Europe selon les pays.

2 . FMI, Une crise sans précédent, une reprise incertaine, juin 2020, <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/06/24/WEOupdateJune2020>

3 . Paul Krugmann dans un article pour le New York Times (7/8/20) intitulé *La misère intérieure brute augmente* [Gross Domestic Misery Is Rising], <https://www.nytimes.com/2020/09/07/opinion/trump-economy-jobs.html?action=click&module=Opinion&pgtype=Homepage>.

La fuite effrénée dans la dette généralisée⁴

Pourtant les États, surtout les plus puissants, se sont empressés de dégager des trillions de dollars et d'euros pour faire face. Les sommes donnent le tournis. Une infime partie de celles-ci a été dédiée au traitement immédiat du chômage et des faillites d'entreprises, particulièrement en Europe, afin d'éviter une explosion sociale généralisée. Pour l'essentiel, ces sommes – pour celles déjà utilisées – ont servi, comme en 2008 mais à une échelle sans commune mesure, à éviter un blocage du système financier en prévenant une succession de faillites d'entreprises et de défauts de paiement en cascade. Enfin, la plus grande partie de ces sommes vont être destinées soit aux prétendus plans de relance, soit à la sauvegarde du système financier. Dans le premier cas, les États pourront garder la main pour imposer l'usage de ces fonds et plans pour le

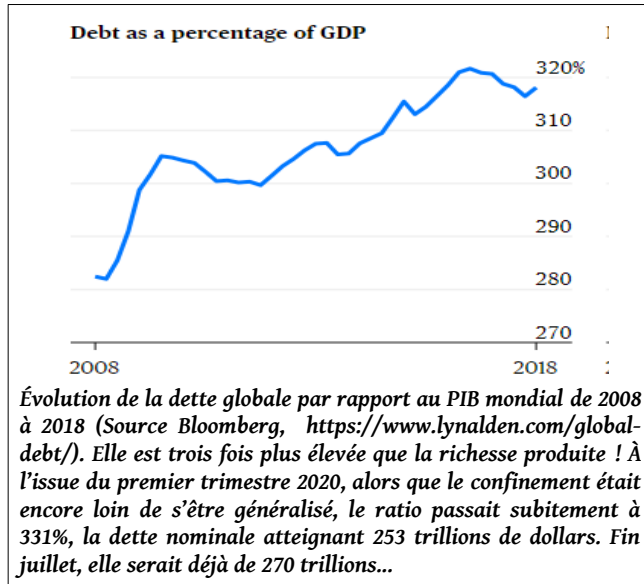
renforcement et la concentration de chaque capital national en vue d'affronter la concurrence commerciale et impérialiste internationale⁵, quitte à sacrifier les secteurs dits *non essentiels* pour la défense du capital national. Dans le second, les fonds publics, bien qu'indispensables pour maintenir tant bien que mal, le système financier à flot, finiront par se perdre – pour le bénéfice de quelques uns bien sûr – dans la sphère financière et la spéculation. En effet, la plupart des capitaux fournis par les banques centrales, et de fait « privatisés », et à la recherche permanente de profits, jugent insuffisants, et vont juger toujours plus insuffisants, ceux dégagés dans la sphère de la production, ceux obtenus suite à la réalisation de la plus-value extorquée aux prolétaires.

Mais d'où sort tout cet argent ? De nulle part sinon, in fine, de l'émission de papier-monnaie, de la planche à billets. Le phénomène n'est pas nouveau et perdure de-

puis la fin des accords de Bretton Woods, le dollar monnaie de référence gagé sur l'or, en 1971⁶. Mais de remède immédiat et ponctuel, l'impression de papier et l'inflation de monnaies sont devenues la règle. Le résultat en est que de 35 dollars, l'once d'or est passé à 1000 dollars lors de la crise de 2008 et atteint aujourd'hui, suite à la pandémie, les 2000 dollars. Le risque d'un effondrement du système

monétaire international accompagne donc le celui de l'effondrement du système financier. De remède à l'explosion des déficits budgétaires et à l'endettement public et privé⁷, la baisse historique constante – indépendamment des hausses et des baisses ponctuelles du cours de l'or – de la monnaie en relation à l'or devient à son tour facteur de déficits et d'endettement. Depuis la crise de 2008, les politiques des banques centrales de baisse des taux d'intérêt – jusqu'à être néga-

tifs ! – et de *Quantitative Easing* (QE) qui consiste surtout à racheter de la dette publique en grande partie au secteur financier, banques et fonds privés, et qui représente de fait et en bout de course une « socialisation des pertes et une privation des gains », ont juste permis d'éviter une crise brutale du crédit, son gel, un *credit crunch*, et la paralysie soudaine du système financier. La moindre faillite d'importance, banque ou entreprise surendettée, risquant d'entraîner une *pandémie* de faillites ou encore l'explosion d'une bulle spéculative, est aujourd'hui susceptible de reproduire la crise financière de 2008 avec des effets beaucoup plus dévastateurs. Les politiques monétaires actuelles menées par les banques centrales, émission de monnaie par le biais du rachat des dettes publiques, politique de QE, etc., tout comme le rebond des déficits publics, ne sont pas



4 . Pour un développement et une réflexion plus conséquents sur cette question, nous renvoyons le lecteur à l'article de la TCI, *la pandémie mondiale et la crise du capitalisme*, que nous publions dans ce numéro.

5 . « Boeing obtient un contrat pharaonique de 22 milliards de dollars de la part du Pentagone (...). Si on en doutait encore Boeing est bel et bien soutenu à bout de bras par les États-Unis » (La Tribune, 14/7/2020), « Les États-Unis investissent massivement dans l'informatique quantique et l'intelligence artificielle (...). En toile de fond, la course mondiale à la "suprématie quantique", alors que la Chine est soupçonnée d'investissements colossaux dans ce domaine » (idem, 27/8/20).

6 . C'est en fait avec la 1^{re} Guerre mondiale et pour ses besoins que les principales puissances en guerre, Royaume-Uni, France, Allemagne, suspendent la convertibilité de leur monnaie en or. Cette suspension sera réintroduite suite à la crise de 1929 jusqu'à ce que seul le dollar, les accords de Bretton Woods de 1944, soit la seule monnaie reliée encore à l'or et les autres monnaies soient définies par rapport au dollar.

7 . Le phénomène, propre à la période historique de décadence du capitalisme, déficits budgétaires, endettements, puis dépréciation de la monnaie par rapport à l'or pour essayer de régler les premiers, a surgi lors de la 1^{re} Guerre mondiale et pour ses besoins, et s'est développé tout au long du 20^e siècle, relancé par la crise de 1929, accéléré pour les besoins de la 2^e Guerre mondiale, puis devenu permanent, pour finalement décupler depuis la fin de la période de reconstruction, fin 1960-début 1970 jusqu'à son explosion actuelle.

une réponse, impossible à trouver aujourd'hui, à la baisse des profits tirés du capital productif qui fait que les capitaux fuient toujours plus la sphère de la production pour celle, chaque fois plus spéculative, des produits et placements financiers en tout genre et... en particulier sur le marché de la dette. Aujourd'hui, expression de l'impasse, la dette nourrit la dette. Comme dit le prix Nobel 2008, Paul Krugman, « *la crise financière de 2008 et la reprise mollassonne qui l'a suivie (...) démontrent à la fois que les dépressions économiques ne sont pas le moment de s'obséder sur la dette et que la réduction des dépenses face à un chômage massif est une terrible erreur*⁸. » Pour faire court ici, le résultat en est qu'à l'origine facteur d'accélération de la circulation des marchandises et de l'accumulation du capital, le crédit est devenu un facteur de son ralentissement et freinage, voire un obstacle, du fait du poids excessif de la charge de la dette et de son ampleur sur les entreprises et les États. Le crédit n'est plus au service de la production capitaliste mais c'est celle-ci qui s'est mise au service du crédit et de la dette afin d'éviter l'effondrement brutal.

La bourgeoisie veut faire payer la facture par le prolétariat... et lui imposer la guerre

Le fossé toujours plus béant entre la valeur de la production mondiale de marchandises et l'émission de papier monnaie et de dettes doit, tôt ou tard, être comblé d'une manière ou d'une autre. Le capital ne peut donc que faire supporter le coût de la facture par le prolétariat international s'il veut maintenir à minima son système à flot. Mais, cela ne suffira pas à résoudre sa contradiction fondamentale à la source du fossé existant. Disposant de plus de forces et moyens de production que ce que ses rapports sociaux peuvent en absorber, le capitalisme est contraint de faire disparaître l'excédent et cela ne peut se faire, du fait de sa dimension, qu'au prix d'une destruction massive de valeur, c'est-à-dire de capital et de travail, concrètement qu'au prix d'une guerre impérialiste généralisée. Comme en 1914-1918 et en 1939-1945, mais à une échelle encore plus large et profonde. Plus destructrice.

Et c'est là où crise et guerre impérialiste se conjuguent pour exacerber les antagonismes et la lutte des classes. La bourgeoisie n'a d'autre choix, que ses dirigeants et gouvernements capitalistes en soient conscients ou pas, que de présenter à la fois, en même temps, la facture de la crise et celle des sacrifices nécessaire pour la marche à la guerre, dans un premier temps ceux indispensables pour privilégier et développer la course aux armements, les productions liées à celle-ci et au militarisme. D'économique, la question devient politique. Sa solution dépend du rapport de force entre les classes, de la capacité de la bourgeoisie à soumettre le prolétariat,

principalement aux niveaux politique et idéologique. Car la force et la répression n'y suffisent pas, voire peuvent accélérer la colère et la conscience prolétaires contre l'État.

Les États-Unis, épice de l'offensive bourgeoise

C'est exactement à ce point du cours historique que nous nous trouvons. La classe dominante capitaliste est contrainte, pressée d'autant plus par la catastrophe économique qui explose aujourd'hui, d'engager des confrontations massives contre l'ensemble du prolétariat. Récupérant et utilisant l'émotion, la colère et la révolte légitimes face aux meurtres en série de noirs, mais aussi de blancs, de rouges et de jaunes – puisqu'on nous impose la catégorie « couleur de peau » –, elle a lancé sa première offensive d'envergure aux États-Unis. C'est là que se trouve aujourd'hui l'épicentre de l'évolution du rapport de forces entre les classes.

Identité de couleur et de genre ou *identité* de classe ? Les deux ne sont pas conciliables et s'opposent. La première nie et exclut la seconde. La première, qui plaît tant aux petit-bourgeois étudiants des campus universitaires, américains surtout, est bourgeoise et son devenir est la division et la défaite sanglante du prolétariat. De manière immédiate, elle détourne la classe exploitée de la défense de ses conditions de vie face à l'explosion de la crise. La seconde est prolétarienne et son devenir est l'unité du prolétariat et l'exercice de sa dictature de classe, c'est-à-dire la destruction du capitalisme. Elle seule montre le chemin de la réponse immédiate à la crise. Aux prolétaires de tous les pays de ne pas se laisser entraîner derrière les campagnes démocratiques, que ce soit au nom de toute identité de couleur ou autres, ce qui ne peut que les diviser, les soumettre encore plus à l'exploitation capitaliste et les amener à des défaites sanglantes. Aux groupes communistes de ne faire aucune concession à cette idéologie identitaire répandue par les forces de gauche et par les gauchistes s'ils veulent œuvrer positivement aux luttes ouvrières qui ne manqueront pas d'éclater face à la crise qui explose, au combat historique du prolétariat et au regroupement réel, c'est-à-dire dans la clarté politique, des révolutionnaires et à la constitution du parti mondial du prolétariat.

Les mots d'ordre de l'heure ? Non aux sacrifices ! Non à l'identitarisme et aux divisions, de couleur et de sexe ! Oui à la lutte de classe prolétarienne ! Oui à l'*identité*, et à l'unité de classe dans la lutte contre le capital !

10 septembre 2020

8 . *New York Times*, Coming Next: The Greater Recession, 14/7/2020.

Situation internationale

Le communiqué sur les manifestations antiracistes aux États-Unis, en date du 5 juin 2020, est une prise de position que nous avons adoptée en commun avec les camarades du Gulf Coast Communist Fraction. L'article qui suit, écrit fin août, est une prise de position de notre part sur la signification politique et internationale des événements et surtout de la campagne antiraciste qui les a suivis quelques jours à peine après l'explosion spontanée des premières manifestations de rue faisant suite à l'assassinat de G. Floyd.

Notre volonté de publier une déclaration commune avec le GCCF se base sur le processus de discussion, de débat, de confrontation politiques engagé avec les camarades depuis presque deux ans, sur les clarifications politiques et accords sur les positions de principe auxquelles nous sommes arrivés à ce jour. Sans préjuger de la suite du processus de clarification et de rapprochement politiques, voire de regroupement, le degré d'homogénéité politique auquel nous sommes arrivés nous permet donc d'adopter des positions politiques publiques communes dans la plus grande clarté possible.

Manifestations contre la violence policière aux États-Unis : implications politiques et perspectives pour la classe ouvrière.

Depuis l'horrible assassinat de George Floyd par des agents de la police de Minneapolis, des manifestations ont eu lieu dans plus de cent villes des États-Unis. Les participants à ces manifestations sont légitimement indignés par ce meurtre, qui est le dernier d'une longue série. Pour ajouter à l'indignation, la police américaine s'est véritablement déchaînée dans tout le pays, ciblant les pillards et brutalisant les manifestants et les passants. Nous ne pouvons ignorer la réalité sociale de la brutalité policière, ni du racisme anti-noir généralisé, et en particulier la fonction de ce dernier dans l'histoire du capitalisme américain ; le faire reviendrait à se rendre complice du chauvinisme. Nous devons exprimer notre solidarité avec les victimes de la brutalité/violence policière et de la discrimination raciste, tout en essayant de mettre en évidence les insuffisances du contenu et du terrain de ces luttes du point de vue de la lutte contre l'intensification de l'exploitation de la classe ouvrière et de la répression étatique. En tant que communistes, nous proposons une orientation sur le terrain de la classe ouvrière, le seul qui soit adapté à la lutte contre la domination capitaliste et le racisme qui fait partie de l'arsenal des armes idéologiques utilisées pour la maintenir.

Malgré la colère sincère et justifiée qui a suivi ce meurtre odieux, ainsi que la volonté apparente de nombreux participants à ces manifestations d'affronter physiquement la police, les protestations sont marquées par plusieurs faiblesses importantes qui sont communes à de nombreux mouvements populaires interclassistes que nous avons observés au cours des deux dernières années ; principalement l'identitarisme et le démocratisme. Indépendamment de ces caractéristiques, l'avant-garde politique de la classe ouvrière ne peut pas ignorer la réalité de ces manifestations simplement parce qu'elles ne sont pas "purement" prolétaires. Nous devons nous efforcer de fournir une

explication matérialiste et de tracer les orientations correctes pour la classe ouvrière internationale. Il est important de noter que l'importance de ces événements s'étend bien au-delà des frontières des États-Unis. Déjà avant la pandémie, de nombreuses révoltes sociales ainsi que des mobilisations de la classe ouvrière se développaient dans le monde entier et étaient réprimées par la police anti-émeute. Aujourd'hui, avec la crise économique générale, nous sommes dans une période de confrontations de classe massives et de révoltes sociales ; et les manifestations aux États-Unis font également partie de cette nouvelle situation mondiale dans laquelle le capitalisme nous jette tous.

Le rôle social de la police

Le rôle social universel de la police est fondamentalement d'agir comme garant de la domination capitaliste, plutôt que comme véhicule de la suprématie blanche, ou de la suprématie raciale en général ; cela nous amène à conclure qu'agir selon le slogan soulevé par les manifestants pour "abolir la police" nécessite l'abolition de l'État capitaliste dans son ensemble. Cela implique à son tour que la classe ouvrière s'empare du pouvoir politique et exerce sa dictature sur la société. Le point de vue alternatif, selon lequel la police est fondamentalement un instrument de la suprématie blanche, mène tout droit à la conclusion qu'il suffirait d'avoir des Noirs en position de pouvoir pour changer le caractère de la police, ce qui n'a manifestement pas été le cas, comme le montre la présidence d'Obama. De nombreux partisans de ces tendances de "politique raciale radicale" ou d'identitarisme noir vont rétorquer qu'ils ne croient pas que le simple fait de mettre des individus noirs en position de pouvoir va éliminer la suprématie blanche, parce que leur conception tient compte des individus noirs qui sont complices de la suprématie blanche ; ils peuvent continuer à dire qu'ils ne

font que souligner comment ce système d'oppression distinct du capitalisme lui-même affecte uniquement les travailleurs noirs. Cependant, diviser la classe ouvrière en un front d'identités particulières ayant des intérêts différents n'est que la première étape qui mène inévitablement à l'unification avec des fractions de la classe capitaliste sur la base de l'identité raciale⁹. En fin de compte, en laissant le pouvoir capitaliste intact, nous n'abolirions pas la police ; nous lui donnerions simplement une nouvelle image de marque, par exemple en lui donnant un vernis démocratique.

Il est donc instructif que l'une des orientations qui a été mise en avant par la gauche capitaliste est celle d'un conseil communautaire élu pour superviser le maintien de l'ordre, voire de remplacer la police par un organe bureaucratique différent qui sert matériellement le même objectif mais avec une image plus "thérapeutique". En pratique, ces conseils seraient très probablement composés d'anciens policiers et de la petite bourgeoisie locale. De la même manière que le droit de vote des individus pour les politiciens n'élimine pas la domination capitaliste, le droit de vote pour les membres d'un conseil de surveillance communautaire n'éliminerait pas non plus le rôle social de la police sous le capitalisme, qui est de faire respecter les rapports de propriété capitalistes.

Les effets néfastes de la lumpénisation et du pillage sur la conscience de la classe ouvrière

Lorsque nous parlons de lumpénisation, nous faisons référence au processus qui a conduit beaucoup de gens vers la petite délinquance, l'escroquerie, le trafic de drogue, la prostitution et d'autres activités socialement inutiles ; c'est en grande partie une conséquence de la désindustrialisation à grande échelle de villes comme Detroit. La tragédie est que cette conséquence de la crise capitaliste rend le développement de la conscience de classe plus difficile et rend donc plus dure la lutte contre le processus même qui a créé ce phénomène social indésirable en premier lieu.

9 . « Diviser la classe - et son avant-garde - en identités, en groupes ethniques, en types de travailleurs ayant des intérêts différenciés et même contradictoires, n'est essentiellement pas différent d'un appel à rejoindre l'armée ou un mouvement national pour massacrer les travailleurs "d'une" autre bourgeoisie » (Emancipation <http://www.leftcom.org/en/articles/2018-12-05/the-class-party-in-the-light-of-the-struggles-in-iran>)

Une activité typique du lumpenprolétariat en période de troubles est le pillage, qui a été une caractéristique des protestations/révoltes en cours, en raison de leur caractère interclassiste. Les communistes s'opposent au pillage, qui est une affirmation complète de la logique capitaliste, à savoir l'appropriation privée/individuelle et la destruction de forces productives. Pour donner un exemple, la destruction des grands magasins de détail est totalement étrangère aux intérêts des travailleurs, car elle rend l'infrastructure inutile pour toute appropriation éventuelle par un corps collectif de travailleurs, et permet un nouveau cycle d'exploitation du travail dans le cadre de la reconstruction après la destruction. À cet égard, elle a un effet similaire à la guerre impérialiste : la destruction physique de la main-d'œuvre morte (usines, magasins, infrastructures) permet un nouveau cycle d'exploitation de la main-d'œuvre vivante, qui est source de valeur dans notre société.



Le basketteur LeBron James arborant un tee-shirt « vote or die », voter ou mourir. Le capitalisme, c'est plutôt « voter et mourir »...

« Le capital moderne, ayant besoin de consommateurs parce qu'il a besoin de produire toujours davantage, a tout intérêt à rendre le plus vite possible inutilisables les produits du travail mort, pour en imposer le renouvellement au moyen du travail vivant, le seul duquel il "suce" des profits. Voilà pourquoi il jubile lorsque arrive une guerre, voilà

pourquoi il s'est si bien entraîné à la pratique de la catastrophe (...) Pour exploiter du travail vivant, le capital doit anéantir du travail mort encore utile » (Homicide des morts, Bordiga, 1951)

Certains ultra-gauches ont pointé du doigt des images circulant sur Internet et montrant une structure d'entraide qui semble distribuer librement les biens récupérés dans le magasin pillé, pour prouver que le pillage est une mesure communiste qui produit une solidarité de classe. Cependant, bien que pas mauvais en soi, les activistes qui récupèrent les débris des ruines pour les redistribuer ne démontrent pas que le pillage est un acte prolétarien¹⁰. On peut dire que le pillage a produit des attitudes d'entraide de la même manière qu'une catastrophe naturelle pourrait potentiellement produire une entraide en réaction, et ceux qui participent à l'en-

10 . <https://twitter.com/sophnar0747/status/1266178599079510016?s=21>,
<https://twitter.com/robertklemko/status/126686519989996748?s=12>

traide doivent perdre beaucoup de temps à nettoyer après les pillards, à prendre des précautions de sécurité en raison des bris de verre, des fuites, des fils exposés, et à gratter ce qui peut être laissé derrière eux pour la distribution. Il est clair que le pillage ne fait pas partie du champ de la lutte des travailleurs ; il y est totalement opposé. Que les travailleurs se livrent au pillage ou s'engagent dans des milices de commerçants, ils sont mobilisés comme chair à canon pour une bataille entre deux fractions opposées de la petite bourgeoisie (car le lumpenprolétariat n'est, après tout, que la section "illégal" de la petite bourgeoisie).

Cet épisode est également une occasion de montrer le rôle manifestement réactionnaire joué par l'anarchisme et la théorie de la communisation qui lui est adjacente, les idéologies de la petite bourgeoisie et du lumpenprolétariat. Alors que les anarchistes et les communistes encouragent le pillage et y voient une dé-marchandisation d'une marchandise à la fois (comme si le capitalisme n'était pas un système totalisant), nous le rejetons et le voyons pour ce qu'il est : une appropriation individuelle imposée à prix zéro sans tenir compte des besoins collectifs de la classe ouvrière. Ce que Rosa Luxemburg a écrit sur l'anarchisme dans la révolution russe de 1905 sonne encore vrai aujourd'hui :

« (...) quel est le rôle propre joué par l'anarchisme dans la révolution russe ? Il est devenu l'enseigne de voleurs et de pillards vulgaires ; c'est sous la raison sociale de "l'anarcho-communisme" qu'ont été commis une grande partie de ces innombrables vols et brigandages chez des particuliers qui, dans chaque période de dépression, de reflux momentané de la révolution, font rage. L'anarchisme dans la révolution russe n'est pas la théorie du prolétariat militant mais l'enseigne idéologique du Lumpenproletariat contre-révolutionnaire grondant comme une bande de requins dans le sillage du navire de guerre de la révolution. Et c'est ainsi sans doute que finit la carrière historique de l'anarchisme » (La Grève de masse..., Rosa Luxemburg, 1906).

La méthode ahistorique et idéaliste de l'anarchisme est inconciliable avec la méthode matérialiste que nous utilisons. Notre méthode consiste à analyser le rapport de force entre les classes, ce qui nous permet de fournir des orientations qui correspondent aux potentialités du moment présent.

Les tâches de la classe ouvrière et de ses avant-gardes

Les groupes de gauche qui ne font que glorifier les protestations sans en souligner les défauts font finalement le jeu de la classe capitaliste aux États-Unis, et plus particulièrement du Parti démocrate. Si cela continue à être une violence désorganisée sur un terrain interclassiste orienté autour de la seule question de la violence policière, plutôt que la violence organisée et consciente

de la classe ouvrière affirmant ses propres intérêts collectifs, cela pourrait conduire le prolétariat à être provoqué dans une confrontation dans laquelle il manque les outils politiques indispensables pour lutter efficacement contre l'État. Cela risque d'aboutir à un bain de sang et de marquer une étape décisive dans la marche vers une guerre impérialiste généralisée avec des conséquences majeures pour le prolétariat, non seulement aux États-Unis mais dans le monde entier.

Nous ne devons pas hésiter à démontrer le caractère totalement réactionnaire des organisations comme *Black Lives Matter* [BLM], qui vise à mobiliser les travailleurs noirs derrière l'État capitaliste et sur une base totalement identitaire. En fait, deux de leurs objectifs déclarés sont « *d'engager vigoureusement nos communautés dans le processus électoral* » et de « *promouvoir l'inscription des électeurs parmi la génération Z, la communauté noire et nos alliés* »¹¹. L'effet pratique de l'activité du BLM est de renforcer l'establishment du Parti démocrate et de diffuser le poison idéologique de l'identitarisme racial, qui a été l'un des piliers de la stratégie du Parti démocrate ces dernières années.

Black Lives Matter et les différentes machines militantes du Parti démocrate ne feront que canaliser une révolte antiraciste contre la violence policière vers le terrain petit-bourgeois impuissant du boycott de la consommation et de la représentation culturelle, le renforcement d'un projet permettant aux propriétaires/gérants d'entreprises noirs d'obtenir le droit exclusif d'exploiter les travailleurs noirs, et aux cadres noirs (petits-bourgeois d'entreprise) d'utiliser leur identité comme levier lorsqu'ils sont en concurrence avec leurs homologues blancs pour des postes salariés dans la bureaucratie étatique et celle des entreprises privées. C'est la version petite-bourgeoise de l'"antiracisme". En plus de réduire la colère justifiée contre l'aspect répressif à une lutte pour la "représentation", il y a aussi la perspective que la classe capitaliste remplace simplement la vieille stratégie discriminatoire par d'autres qui justifient l'intensification de l'exploitation des travailleurs, en particulier des travailleurs ruraux, désignés comme "racistes" ou "arriérés" par les fonctionnaires des entreprises progressistes et multiculturelles. Les deux fractions de la bourgeoisie américaine, Républicains comme Démocrates, appliquent de manière inversée les stratégies de division : la ségrégation et l'identitarisme.

Ces manifestations ont une signification particulière dans le contexte actuel d'une crise d'ampleur historique, et partagent certains traits avec d'autres révoltes récentes comme les Gilets Jaunes ou au Chili en 2019. Au moment où nous écrivons ces lignes, le taux de chômage aux États-Unis approche les 25 %, avec plus de 40 millions d'Américains ayant demandé une assurance

11 . <https://blacklivesmatter.com/blms-whatmatters2020-goals-and-focus/>

chômage. En adoptant une approche dédaigneuse à l'égard de ces mouvements et d'autres mouvements interclassistes, l'avant-garde céderait le terrain aux orientations réactionnaires, identitaires et bourgeoises qui sont déjà présentes. Cependant, pour donner les bonnes orientations, il ne suffit pas de répéter les propos des critiques bourgeoises sur la brutalité policière ; il faut défier ces critiques et contester leur leadership afin de mener les travailleurs sur un terrain explicitement prolétarien. La tâche consiste à encourager les travailleurs mobilisés sur ce terrain à passer des émeutes à la grève de masse organisée par les assemblées générales des travailleurs qui résistent à la répression/violence policière et à la discrimination raciale sur une base de classe unifiée. Nous constatons certaines tendances dans ce sens à New York et à Minneapolis, où les chauffeurs de bus refusent de transporter les manifestants arrêtés, et dans l'Ohio, où les travailleurs de la restauration refusent d'exécuter les ordres de la police ; bien que l'action des chauffeurs de bus ait été rapidement encadrée par les syndicats ^(a), ce

qui ne peut que réduire la lutte aux diktats du Parti démocrate ^(b). Les orientations qui caractérisent le terrain prolétarien dans la période actuelle sont la solidarité de classe sans séparation de race, l'affirmation des besoins des travailleurs, le refus de travailler dans des conditions dangereuses, la recherche d'une connexion avec la vague de grèves sauvages qui se sont étendues dans différentes parties du monde, et le refus de payer le prix de la crise en travaillant plus pour moins.

Nous appelons tous les travailleurs et ceux qui défendent le programme communiste et qui veulent réellement lutter contre le capitalisme à se rassembler autour de ces orientations prolétariennes et des groupes de la Gauche communiste internationale qui les mettent en avant.

GCCF-GIGC, 5 juin 2020

Note a : <https://www.theroot.com/minneapolis-and-new-york-bus-drivers-stand-up-to-cops-1843776847>

Note b : <https://www.foxnews.com/food-drink/ohio-taco-shop-controversy-cop-order-employee-walk-out>

Manifestations et campagne électorale en Amérique : La fausse opposition racisme-antiracisme et la menace quelle représente pour le prolétariat international

Nous assistons au développement d'une dynamique dangereuse des événements aux États-Unis. La terreur d'État n'a pas été stoppée, loin de là. La police continue à tuer et mutiler en usant systématiquement de la force. Le dernier acte de violence est les tirs à bout portant dans le dos d'un homme noir devant ses trois enfants à Kenosha, dans le Wisconsin, qui a entraîné sa paralysie à partir de la taille. Après l'assassinat de G. Floyd par la police en mai dernier, un vaste mouvement de manifestations a vu le jour, dont l'étendue géographique a atteint son apogée au début du mois de juin ¹². À Portland, dans l'Oregon, les manifestations se poursuivent sans relâche depuis le mois de mai. L'administration Trump, après avoir échoué dans sa tentative de déployer les forces armées américaines pour réprimer les manifestations, a envoyé des agents fédéraux à Portland, où ces agents, apparemment en tenue de camouflage mais ne portant aucun insigne, ont arrêté des manifestants sans leur dire leurs droits, dans un exercice d'intimidation manifeste. Ces agents fédéraux sont soutenus par des groupes armés d'extrême droite, qui ont essentiellement reçu l'approbation verbale de Trump. Des personnes ont été tuées lors d'affrontements entre des manifestants et des miliciens de droite. Un partisan de Trump, âgé de 17 ans et membre de la milice d'extrême droite Patriot Prayer, a tiré sur deux manifestants et en a tué un troisième. Plus récemment,

un membre de Patriot Prayer a été tué par balle.

Ces développements donnent malheureusement du poids à l'avertissement que nous avons lancé dans notre précédent [Communiqué commun avec le GCCF](#)¹³ sur le danger que des secteurs combattifs de la classe ouvrière soient entraînés dans une confrontation sanglante sur le terrain d'une fausse opposition entre *fascisme et antifascisme* ou racisme et antiracisme, etc., qui menacerait de saboter une réponse prolétarienne à la crise du capitalisme et aux attaques contre les conditions de vie des travailleurs qui l'accompagnent. La classe ouvrière est confrontée à des licenciements, des réductions de salaires, une détérioration des conditions de travail, des expulsions massives, le tout exacerbé par la pandémie qui, rien qu'aux États-Unis, menace de tuer 400 000 personnes d'ici janvier¹⁴.

Il y a eu l'émergence d'une « zone autonome libérée de toute police », la *Capitol Hill Autonomous Zone* (Chaz), à Seattle, dans l'État de Washington. Dans cette zone autonome, à la fois lieu de manifestation et de festival culturel, une expérience de *politique préfigurative*¹⁵ a été

13 . <http://igcl.org/Manifestations-contre-la-violence>

14 . <https://www.cbsnews.com/news/covid-19-united-states-coronavirus-deaths-projection-400000-by-end-of-year/>

15 . Selon Wikipedia espagnol « le terme de *politique pré-figurative* est un terme d'origine anarchiste généralisé à différents mouvements militants et qui, pour résumer, se décrit comme les modes d'organisation et de tactique qui reflètent avec exactitude la société recherchée. C'est un concept lié à celui d'action directe et semblable à celui de l'éthique de l'action. Les anarchistes appellent cela "construire un nouveau monde dans la coquille de l'ancien", reprenant un slogan

12 . <https://www.nytimes.com/interactive/2020/07/03/us/george-floyd-protests-crowd-size.html>

tentée avec des participants s'engageant dans l'autodiscipline et le jardinage communautaire, entre autres activités. En outre, des photos ont été prises de manifestants blancs qui imposaient un espace de sécu-



Miliciens noirs du NFAC (No Fucking Around Coalition, sic!)...

rité réservés aux seuls noirs, dans un exemple frappant de ségrégation raciale *progressive* (sic). Il y a un lien entre cette "zone de sécurité" de ségrégation raciale dans la Chaz, l'affiche grotesque¹⁶ diffusée (et retirée par la suite devant les réactions) par le Smithsonian National Museum of African American History and Culture sur une soi-disant "culture blanche", et les sessions de formation obligatoire de sensibilisation à la ségrégation raciale sur les lieux de travail aux États-Unis ; toutes trois ont pour effet objectif de saper la solidarité fondée sur la classe et de la remplacer par la collaboration de classe. La Chaz s'est terminée de manière tragique lorsqu'un manifestant armé, qui assurait la sécurité de la manifestation, a tué deux adolescents noirs suite à une confusion d'identité. Après cela, la zone a été dissoute et les participants ont sans doute été démoralisés qu'une manifestation organisée pour dénoncer la violence policière contre les Noirs américains se termine par la mort par balle de deux adolescents noirs innocents.

Il est très instructif de considérer l'ampleur et la composition des manifestations. Selon un sondage réalisé par une société qui travaille pour les campagnes électorales du Parti démocrate, Civis Analytics, fin juin, 23 millions de personnes (9 % de la population américaine totale) avaient participé aux manifestations. Le même sondage a révélé que la majorité des participants avaient moins de 35 ans et que le niveau de revenu le

classique des IWW. S'il s'agit d'un groupe dont l'objectif est d'éliminer les différences de classe stratifiées, la politique pré-figurative exige qu'il n'y ait pas de différenciation de classe au sein de ce groupe, qu'elles soient mises de côté. Le même principe s'applique à la hiérarchie : si un groupe lutte contre la suppression de certaines ou de toutes les formes de hiérarchie dans la société en général, la politique pré-figurative exige qu'il fasse de même au sein de son groupe. »

16 . <https://www.newsweek.com/smithsonian-race-guidelines-rational-thinking-hard-work-are-white-values-1518333>

plus courant était celui de personnes gagnant plus de 150 000 dollars par an¹⁷, soit environ 2,5 fois plus que le revenu médian aux États-Unis. Ce sondage fournit des indices sur le public cible du livre de Robin DiAngelo, *White Fragility* [Fragilité blanche], qui affirme que les Américains blancs "progressistes" bénéficient du racisme systémique et y participent activement, il est numéro 2 sur la liste des meilleures ventes du *New York Times* dans la catégorie des livres de poche non fictifs au moment de la rédaction du présent document. Quelles sont donc les implications de ces manifestations pour la classe ouvrière aux États-Unis et dans le monde ?



... et blancs défilant et se faisant face dans les rues des villes américaines. Ils sont tous armés de fusil-mitrailleurs et se provoquent sous les yeux et l'assentiment de la police et de l'État.

Depuis la publication de notre communiqué commun avec le GCCF sur les manifestations contre les violences policières aux États-Unis, les événements ont confirmé le rôle actif et réactionnaire joué par l'identitarisme raciale et l'anarchisme dans les luttes sociales en Amérique du Nord. Bien qu'en retard par rapport aux événements sur le terrain – au moment où nous avons publié notre déclaration, la mainmise de la gauche du capital sur les manifestations était déjà bien engagée – la déclaration a eu le mérite de fournir des orientations qui ont encouragé les prolétaires attirés par ces manifestations à lutter sur leur propre terrain et de mettre en garde contre le fait que l'identitarisme de gauche serait exploité par la faction démocrate de la classe dominante américaine. Nous tenterons ci-dessous de clarifier notre position sur les événements en cours et de répondre à certaines critiques que nous avons reçues de camarades ainsi que d'autres qui se situent sur ce que nous appelons le « marais » entre le gauchisme

17 . Idem (NYT).

et le milieu révolutionnaire.

Idéologie et campagnes bourgeoises

Malgré le caractère confus et interclassiste des premières manifestations, ainsi que le terrain manifestement stérile sur lequel elles se sont finalement situées, il est incontestable qu'elles ont d'abord représenté une révolte spontanée et populaire contre des décennies de terreur d'État. Soutenir, comme certains l'ont fait dans des commentaires non publiés, que les événements étaient entièrement réductibles à une campagne idéologique bourgeoise dès le premier jour, c'est se rapprocher d'une vision véritablement conspirationniste de l'étendue du contrôle de la classe dominante. D'autre part, nous sommes conscients que, bien que la police soit un appareil répressif de l'État dont le rôle est de maintenir un système de domination de classe, le terrain sur lequel se produit une réponse à la violence policière est important. Il est clair que la classe dominante, en particulier ses fractions de gauche, du Parti démocrate à ses soutiens comme *Black Lives Matter*, les gauchistes radicaux et les anarchistes, a réagi rapidement et a réussi à imposer un terrain démocratique bourgeois et une campagne axée sur l'"arrêt du financement de la police" [defund the police] et la polarisation des antagonismes sociaux autour de l'axe de la race. Comprendre qu'il est impossible d'abolir la police sans abolir les rapports sociaux qui produisent la nécessité de son existence, signifie que nous pouvons voir au-delà des solutions mystifiées offertes par l'identitarisme, que seul le prolétariat peut sérieusement remettre en cause l'État et son appareil répressif.

Un fait nouveau durant la Chaz de Seattle, corroborant notre argument de notre communiqué antérieur selon lequel la police ne peut pas être abolie dans le cadre du capitalisme, mais seulement rebaptisée, fut l'embauche de sociétés de sécurité privées telles que Fortress Security par des propriétaires d'entreprises à Seattle. Selon un copropriétaire de l'une de ces sociétés, les services de l'entreprise, dont les employés ont en grande partie des antécédents militaires et policiers, étaient très demandés lors des manifestations¹⁸. Si le mot d'ordre des manifestants exigeant que le financement de la police de Seattle soit réduit de 50 %, avait été satisfait, on peut supposer que le marché de ces entreprises de sécurité se serait considérablement développé dans la ville.

Ce qui a caractérisé la plupart des mouvements ces derniers temps, en Amérique du Nord et ailleurs, c'est l'absence du prolétariat agissant comme sujet politique indépendant. Dans sa forme la plus aboutie, cela se traduirait par l'existence d'une avant-garde politique de la classe ouvrière intervenant activement dans les luttes

de la classe ouvrière et capable de lutter efficacement pour une alternative, non seulement en mettant en garde contre le danger de laisser les prolétaires être entraînés derrière les formations bourgeoises et de gauche de l'État, mais aussi et surtout en appelant les prolétaires à développer leur propre lutte en tant que prolétaires et non pas comme « américains ou noirs ». Seul un terrain prolétarien peut apporter une réponse claire et efficace à la répression massive de l'État et aux assassinats de la police. Le prolétariat n'a pas été capable non plus de défendre de façon minimale ses conditions de travail et de vie, sauf en de rares occasions. Il ne faut donc pas s'étonner que ce vide, tant en terme d'influence politique prolétarienne par une avant-garde politique que de direction des luttes sociales par le prolétariat comme un tout, ait favorisé la récupération des révoltes populaires contre la répression de l'État par les factions bourgeoises et par le gauchisme. Sans la direction des révoltes populaires par le prolétariat, ne peut manquer de se produire exactement ce que nous avons vu : des manifestations symboliques d'une minorité d'iconoclastes gauchistes en voie de disparition, soucieux avant tout d'esthétique, et soit indifférents (si nous sommes charitables), soit ouvertement hostiles à la classe ouvrière en tant que telle. L'activité de ces iconoclastes consiste à chercher à s'engager dans des combats de rue avec des milices proto-fascistes armées et à renverser des statues, y compris celles des leaders de la deuxième révolution bourgeoise mondiale¹⁹. Néanmoins, nous pensons qu'il y avait une fenêtre d'opportunité – au début des manifestations, lorsque les travailleurs de la restauration et les chauffeurs de bus, par exemple, ont refusé de se plier aux ordres de la police – au cours de laquelle les prolétaires attirés par la révolte populaire auraient pu être incités à se déplacer sur un terrain explicitement prolétarien de grèves et de revendications de classe, favorisant ainsi la généralisation de la lutte à grande échelle. Aujourd'hui, le potentiel d'une telle évolution est définitivement épuisé.

L'absence de tout mouvement significatif de la classe prolétarienne en tant que telle et de toute avant-garde politique effective signifie que les « idées par défaut » du capitalisme – l'idéologie bourgeoise – sont vouées à bouillonner et à devenir proéminentes. Le statut de l'idéologie bourgeoise sous ses diverses formes en tant que « bon sens » de l'époque ne dépend pas fondamentalement de la conduite de campagnes idéologiques. L'idéologie est plutôt une conséquence de la réification des rapports capitalistes, l'apparence que les rapports entre les personnes sont des rapports entre les choses. En raison de ce caractère de l'idéologie, prétendre que

18 . <https://www.seattletimes.com/business/local-business/more-businesses-fearing-property-damage-hire-private-security-guards-in-wake-of-protests/>

19 . Selon une révision de l'histoire aujourd'hui en vogue aux États-Unis, la Révolution américaine n'aurait eu aucun caractère progressif.

la tâche de l'avant-garde révolutionnaire est simplement de dissiper les mystifications qui obscurcissent notre vision de la réalité revient à restreindre sévèrement le champ d'activité de l'avant-garde révolutionnaire et à la détourner de sa tâche première, qui est de devenir la direction effective de la classe ouvrière en lutte en fournissant des orientations qui correspondent à la fois aux exigences objectives immédiates de la lutte et aux intérêts historiques de la classe. Dans les situations de lutte de classe explosive, les porteurs des orientations révolutionnaires, éventuellement les militants du Parti, doivent assumer la direction des organes mis en place par la classe ouvrière pour coordonner sa lutte et éventuellement exercer son pouvoir de classe. La classe ouvrière ne dépassera pas « spontanément » le capitalisme du fait que ses illusions se briseraient, car celles-ci sont, dans une large mesure, un produit spontané de la réification.

Il serait cependant erroné de considérer que les campagnes idéologiques bourgeoises ne se produisent pas ou ne sont pas significatives. Il est important de noter ici que la lutte des classes ne doit pas être simplement comprise comme la lutte de la classe ouvrière, mais comme la lutte entre les classes. La classe dominante mène également une guerre de classe contre le prolétariat. Pour ce faire, elle s'appuie sur les appareils répressifs de l'État, la police et la justice par exemple, mais son arsenal comprend également des armes plus subtiles, notamment les appareils idéologiques (par exemple les médias, le système éducatif, etc.) et les formations politiques de gauche qui conduisent les prolétaires dans diverses impasses. C'est exactement ce que la classe dirigeante américaine et son appareil d'État développent aujourd'hui contre le prolétariat, en le prenant en tenaille entre une gauche, le Parti démocrate, antiraciste et une droite derrière Trump, qui se présente comme le défenseur de l'ordre public, servant d'idiot utile à la gauche grâce à son langage et à ses actions provocatrices.

Le rôle et le caractère du gauchisme contemporain en Amérique du Nord

Les formes de gauchisme auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui sur ce continent sont l'anarchisme et l'identitarisme. Le maoïsme et le stalinisme ne sont tout simplement plus pertinents et même les formations politiques qui adhèrent officiellement aux traditions dites *marxiste-léninistes* ont pleinement intégré l'identitarisme (intersectionnalité, théorie des privilèges)²⁰. Nous sommes donc étonnés de voir à quel

20 . Quant au trotskysme, le Word Socialist Web Site (wsws.org), par exemple, a été en quelque sorte une exception en ce qui concerne les campagnes identitaires menées par la bourgeoisie, en ce sens qu'il les a dénoncées régulièrement. Cela ne change cependant rien à son caractère contre-révolutionnaire, comme en témoigne son soutien à peine voilé à l'impérialisme russe.

point des groupes importants de la Gauche communiste s'adaptent à cette nouvelle tendance et flirtent avec des positions anarchistes et identitaires au lieu de dénoncer clairement ces formations et cette tendance identitaire comme étant le moyen concret par lequel des sections parmi les plus combattives du prolétariat pourraient être conduites dans une impasse ou provoquées dans une confrontation sanglante dans la fausse dichotomie entre fascisme et antifascisme, racisme-antiracisme, etc. Nous voyons, par exemple, le CCI réaffirmer sa précédente distinction entre anarchisme « officiel » et « non officiel », ce dernier étant supposé révolutionnaire²¹, et nous avons également vu la TCI défendre la position selon laquelle il n'y a pas de distinction fondamentale, c'est-à-dire de classe, entre l'anarchisme et le marxisme, ces deux traditions ayant soi-disant un courant révolutionnaire et un autre contre-révolutionnaire²². Cette dernière position ouvre la porte à la conception selon laquelle le libéralisme radical (alias anarchisme) fait aujourd'hui partie du mouvement de la classe ouvrière et que le stalinisme est une évolution du marxisme plutôt que sa négation et sa trahison complètes.

Pour se rendre compte de l'habileté avec laquelle les fractions démocrates et de gauche de la bourgeoisie américaine adaptent et nourrissent cette tendance identitaire à leurs propres fins, on peut se référer à l'éloge d'Obama au décédé John Lewis, ancien membre de la Chambre américaine des représentants [député]. Il y affirmait que « *les gens ordinaires sans richesse (...) peuvent se rassembler et surmonter l'injustice* », et il appelait les gens à voter comme l'une des conditions nécessaires pour nourrir la démocratie. Il y aurait, selon lui, une continuité organique entre la désobéissance civile et les élections. Rappelons que l'un des objectifs déclarés de l'organisation Black Lives Matter est d'inciter les personnes de couleur à voter. Ce levier de l'identitarisme n'est pas non plus particulièrement nouveau.

21 . « *Il y a dix ans, nous avons écrit sur l'anarchisme internationaliste. Et nous avons défendu les tendances internationalistes au sein de l'anarchisme comme une expression de l'internationalisme prolétarien* ». Et ensuite, ils citent le texte d'alors : « *une partie du milieu anarchiste aspire sincèrement à la révolution et au socialisme, exprimant une volonté réelle d'en finir avec le capitalisme et l'anarchisme* » (CCI, *The Anarchist Communist Group Rejects Identity Politics...* traduit par nous de la version anglaise, <https://en.internationalism.org/content/16885/acg-rejects-identity-politics-accepts-democratic-secular-state-israel>).

22 . « *La véritable fracture n'est pas tant entre le marxisme et l'anarchisme en soi, mais entre les révolutionnaires qui voient un avenir comme un collectif coopératif sans classes et sans État et ceux qui revendiquent le titre de marxiste ou d'anarchiste mais qui soit défendent une version déformée du capitalisme, soit sont tout à fait heureux de poursuivre un style de vie en son sein sans remettre en cause les bases de l'État ou de la domination de classe* » (TCI, *Marxism and Anarchism*, traduit par nous de l'anglais, <https://www.leftcom.org/en/articles/2013-11-09/marxism-and-anarchism>).

Lors de sa campagne électorale de 2016, Hillary Clinton affirmait que le racisme systémique était au centre même des problèmes qui se sont combinés pour créer la crise de l'eau à Flint, dans le Michigan. Le manque d'eau courante propre à la consommation humaine à Flint était dû au racisme systémique plutôt qu'à la crise structurelle qui ravage le capitalisme mondial depuis les années 1970 et qui s'est accompagnée du militarisme ainsi que de l'érosion du niveau de vie et des infrastructures. Il faut s'attendre à ce que la campagne Biden-Harris s'inspire de la même stratégie identitaire.

De plus, le degré de sincérité des militants de gauche, et leur radicalisme *apparent*, est proportionnel à la mesure de leur capacité à faire dérailler le prolétariat, car ce qui compte en fin de compte, ce n'est pas la sincérité des militants individuels mais les effets objectifs de leur politique mise en pratique. L'un des effets objectifs de ces politiques peut se révéler être une augmentation du sectarisme racial. Nous assistons à une formation obligatoire de sensibilisation à la ségrégation raciale sur les lieux de travail aux États-Unis et diverses entreprises – dont McDonald's, Amazon, H&M et Levis, pour ne citer que les plus connues – se présentent comme socialement responsables et racialement conscientes en faisant la promotion du Black Lives Matter²³. Cependant, entre les mains de l'establishment du Parti démocrate et des élites des entreprises, cette campagne n'aurait guère de portée si les identitaires libéraux radicaux (Antifa et BLM) qui ont la crédibilité nécessaire, due en grande partie à la sincérité incontestable de leurs militants, n'occupaient pas effectivement le terrain de lutte.

Le danger que certains ne voient pas est que des identitaires de gauche rallient des prolétaires sur un faux terrain pour être ensuite écrasés par le marteau de la répression de la police fédérale en conjonction avec les milices de droite. Plus tard, peut-être sous un gouvernement démocrate, une série de lois « visant à remédier à l'inégalité raciale » sera adoptée et déclarée une victoire du progrès. Une défaite démoralisante aurait une signification historique et internationale en raison de l'importance fondamentale du prolétariat aux États-Unis pour s'opposer à la poussée de la bourgeoisie américaine vers une guerre impérialiste généralisée. Si des secteurs combattifs de la classe ouvrière américaine, appelés à former l'« avant-garde industrielle » par exemple, devaient être écrasés sur un faux terrain et divisés selon des lignes raciales, cela pourrait rendre beaucoup plus difficile toute opposition ultérieure, par des grèves dans des secteurs stratégiques pour l'économie de guerre par exemple, à la campagne de guerre de l'impérialisme américain à l'intérieur même des États-Unis. Cela pourrait imposer un nouveau rapport des

forces qui tendrait à la résolution du dilemme historique en faveur d'une guerre impérialiste généralisée. Pour prévenir cela, la classe ouvrière doit se mobiliser sur son propre terrain car elle peut ainsi développer une lutte de masse qui menacerait directement la base fondamentale de la société capitaliste, la production de marchandises, et dans le domaine politique pose finalement la nécessité de l'exercice du pouvoir d'État par la dictature prolétarienne. Dans les luttes, l'avant-garde politique de la classe ouvrière doit être claire en dénonçant le rôle insidieux de l'identitarisme et de l'anarchisme pour détourner le prolétariat de son terrain de classe et l'emmener dans des impasses.

Remarques de conclusion

Le reproche selon lequel nous consacrerions trop de temps et d'efforts à démontrer le caractère réactionnaire du gauchisme passe à côté du point crucial que ce sont les idéologies auxquelles le prolétariat est confronté. Le faux ami le plus important aujourd'hui n'est pas le gauchisme de l'époque de la guerre froide, la défense de l'URSS étant obsolète, mais précisément l'identitarisme et l'anarchisme, les formes bourgeoises actuelles qui visent à amener le prolétariat derrière la mystification démocratique et l'État, quelles que soient les intentions des militants gauchistes individuels. Aujourd'hui, aux États-Unis, cela va jusqu'à mettre l'accent sur la campagne présidentielle, le terrain démocratique, pour et contre le « fasciste Trump », pour encourager tout le monde à voter. La critique qui nous est adressée, passe également à côté du fait que les luttes, plus ou moins explicitement prolétariennes ou interclassistes (populaires), qu'elles se déroulent dans la rue ou sur les lieux de travail, quelles que soient leurs différentes natures et dynamiques, sont des espaces politiquement disputés dans lesquels les organisations communistes et le Parti devraient intervenir pour défendre les perspectives historiques de classe.

Comme indiqué plus haut, le terrain de la lutte des classes est un facteur décisif. La question de la dynamique de la lutte des classes ne peut pas être simplement réduite à une question de direction politique, même si cette direction politique est en fin de compte une condition *sine qua non* de la révolution sociale. Les organisations politiques communistes ne peuvent pas changer le terrain de classe d'une mobilisation par la seule force de la volonté. Nous ne pouvons pas transformer une mobilisation identitaire en une mobilisation prolétarienne, de la même manière qu'il serait impossible de transformer un mouvement nationaliste en une mobilisation prolétarienne.

Il existe une relation dialectique entre la situation historique objective et le facteur subjectif qui s'exprime dans les luttes du prolétariat et l'activité des avant-

23 . <https://www.businessinsider.com/mcdonalds-amazon-hm-donate-millions-to-black-lives-matter-movement-2020-6>

gardes révolutionnaires. L'influence de ces dernières sur le prolétariat n'est pas seulement fonction de leur force numérique, mais aussi de la justesse des orientations proposées, du terrain sur lequel les travailleurs se mobilisent, ainsi que du contexte historique objectif dans lequel ils agissent. Tout dépend de la dynamique de la lutte des classes, de la question de savoir si la bourgeoisie est contrainte par la crise du capitalisme d'intensifier l'exploitation (comme c'est le cas actuellement) ou s'il y a une période de prospérité relative, si explose une catastrophe naturelle ou d'origine humaine à laquelle la classe dominante répond par une négligence et une incompétence criminelles, ou par son insensibilité (comme c'est le cas actuellement), et de toute une série d'autres facteurs, dont les initiatives prises par la classe dirigeante ne sont pas les moindres, l'intervention des révolutionnaires sera plus ou moins influente sur le cours des événements.

La politique agressive et provocatrice de la classe dirigeante américaine – par l'utilisation de la violence et de l'identitarisme – représente la première bataille significative des confrontations de classe massives dans lesquelles nous nous trouvons maintenant. Au lieu d'attendre que le prolétariat réponde sur son propre

terrain de classe à la crise économique capitaliste que la pandémie a rendue si soudaine et brutale, elle a saisi l'occasion des récents meurtres policiers de noirs pour prendre l'initiative politique et idéologique d'amener les révoltes et troubles sociaux inéluctables sur son terrain de démocratie/autoritarisme, racisme/antiracisme, privilège blanc/oppression noire, etc. Dans cette première bataille, dont les enjeux politiques vont bien au-delà de la situation américaine, le rôle des forces révolutionnaires est déjà un point crucial pour l'avenir et pour l'issue des affrontements massifs de classe internationaux qui se développent.

Avant de pouvoir sérieusement envisager de devenir une *avant-garde effective*, une avant-garde reconnue comme telle par les travailleurs en lutte et capable d'exercer une influence décisive sur le cours des événements, nous devons parvenir à une unité de principe entre les révolutionnaires qui ne peut être réalisée que par un processus de clarification des intérêts historiques objectifs du prolétariat et par une décantation simultanée des éléments révolutionnaires, qui formeront ensuite le Parti de classe, du marais gauchiste et idéaliste.

Stavros, 2 septembre 2020

Le véritable combat contre le racisme est le combat contre le capitalisme

Nous reproduisons ci-après, page suivante, un texte de Lénine sur l'attitude des révolutionnaires à l'égard de la religion. Le lecteur sera surpris de trouver un texte historique, qui devrait se trouver dans la rubrique « Textes du mouvement ouvrier » de notre revue ; juste après notre prise de position sur les manifestations antiracistes aux États-Unis et dans le monde ; juste après notre dénonciation de la récupération politique et idéologique de ces manifestations lorsqu'elles n'étaient pas directement organisées, par les forces bourgeoises de gauche et du gauchisme, et de la campagne antiraciste et démocratique auxquelles ces manifestations ont très rapidement donné lieu. Pour aider à la compréhension, nous invitons le lecteur doutant de notre position sur la question du racisme et de l'antiracisme, version moderne et particulière de la fausse, car sur le terrain bourgeois, opposition fascisme et antifascisme, dictature-démocratie, à substituer les mots « religion » par « racisme », « athéisme » par « anti-racisme », et « social-démocrate » par « communiste » et à réfléchir sérieusement sur l'argumentation et la position avancées par Lénine. Inutile de préciser qu'il en va de même pour la cohorte de ceux, particulièrement en Amérique du Nord, qui, en la découvrant, font de la revendication de la Gauche communiste la dernière mode en vogue et confondent ses positions révolutionnaires de classe avec la phrase radicale anarchiste et l'immédiatisme gauchiste. Aux organisations historiques de la Gauche communiste de les ramener à plus de modestie politique, moins de phrases ou de posts, mais à plus de réappropriation historique en lien avec le combat classiste du prolétariat international.

Nous avons enlevé les passages de l'article qui touchaient à la situation spécifique de 1909, en particulier lorsque Lénine argumente contre l'opportunisme politique au sein de la social-démocratie d'alors à propos de la question religieuse et de l'athéisme telle qu'elle pouvait se poser au quotidien à l'époque tout comme sur la situation propre à la Russie d'alors. Par contre, autre sujet tout aussi important, nous avons laissé la dernière partie qui illustre la réalité de la fraction bolchevique d'alors, faite de débats et confrontations politiques en son propre sein, et la volonté affichée de porter ses débats dans tout le parti – le camp prolétarien d'aujourd'hui – et publiquement afin d'aider à l'unité politique réelle du parti d'alors. Notre politique actuelle vis-à-vis du camp prolétarien n'est donc pas une invention. Elle essaie de s'inscrire dans la tradition du mouvement ouvrier, et particulièrement de ses fractions de gauche. Puisse l'ensemble des forces pro-parti du camp prolétarien d'aujourd'hui s'inspirer de Lénine aussi sur ce plan.

De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion (Lénine, 1909, extraits).

(...) La social-démocratie fait reposer toute sa conception sur le socialisme scientifique, c'est-à-dire sur le marxisme. La base philosophique du marxisme, ainsi que l'ont proclamé maintes fois Marx et Engels, est le matérialisme dialectique qui a pleinement fait siennes les traditions historiques du matérialisme du XVIII^e siècle en France et de Feuerbach (première moitié du XIX^e siècle) en Allemagne, matérialisme incontestablement athée, résolument hostile à toute religion. Rappelons que tout l' *Anti-Dühring* d'Engels, dont le manuscrit a été lu par Marx, accuse le matérialiste et athée Dühring de manquer de fermeté idéologique dans son matérialisme, de ménager des biais à la religion et à la philosophie religieuse. Rappelons que dans son ouvrage sur Ludwig Feuerbach, Engels lui reproche d'avoir combattu la religion non pas dans le but de la détruire, mais dans celui de la replâtrer, d'inventer une religion nouvelle, « élevée », etc. « *La religion est l'opium du peuple* [1]. » Cette sentence de Marx constitue la pierre angulaire de toute la conception marxiste en matière de religion. Le marxisme considère toujours la religion et les églises, les organisations religieuses de toute sorte existant actuellement comme des organes de réaction bourgeoise, servant à défendre l'exploitation et à intoxiquer la classe ouvrière.

Et, cependant, Engels a condamné maintes fois les tentatives de ceux qui, désireux de se montrer « plus à gauche » ou « plus révolutionnaires » que les social-démocrates, voulaient introduire dans le programme du parti ouvrier la franche reconnaissance de l'athéisme en lui donnant le sens d'une déclaration de guerre à la religion. En 1874, parlant du fameux manifeste des réfugiés de la Commune, des blanquistes émigrés à Londres, Engels traite de sottise leur tapageuse déclaration de guerre à la religion ; il affirme qu'une telle déclaration de guerre est le meilleur moyen d'aviver l'intérêt pour la religion et de rendre plus difficile son dépérissement effectif. Engels impute aux blanquistes de ne pas comprendre que seule la lutte de classe des masses ouvrières, amenant les plus larges couches du prolétariat à *pratiquer* à fond l'action sociale, consciente et révolutionnaire, peut libérer en fait les masses opprimées du joug de la religion, et que proclamer la guerre à la religion, tâche politique du parti ouvrier, n'est qu'une phrase anarchique [2]. En 1877, dans l'*Anti-Dühring*, s'attaquant violemment aux moindres concessions de Dühring-philosophe à l'idéalisme et à la religion, Engels condamne avec non moins de force l'idée pseudo-révolutionnaire de Dühring relative à l'interdiction de la religion dans la société socialiste. Déclarer une telle guerre à la religion, c'est, dit Engels, « être plus Bismarck que Bismarck lui-même », c'est-à-dire reprendre la sottise de la lutte bismarckienne contre les cléricaux (la fameuse « lutte pour la culture », le

Kulturkampf, c'est-à-dire la lutte que Bismarck mena après 1870 contre le Parti catholique allemand du *Zentrum*, au moyen de persécutions policières dirigées contre le catholicisme). Par cette lutte, Bismarck n'a fait que *raffermir* le cléricanisme militant des catholiques ; il n'a fait que nuire à la cause de la véritable culture, en mettant au premier plan les divisions religieuses, au lieu des divisions politiques, il a fait dévier l'attention de certaines couches de la classe ouvrière et de la démocratie, des tâches essentielles que comporte la lutte de classes et révolutionnaire, vers l'antycléricanisme le plus superficiel et le plus bourgeoisement mensonger. En accusant Dühring, qui désirait se montrer ultra-révolutionnaire, de vouloir reprendre sous une autre forme cette même bêtise de Bismarck, Engels exigeait que le parti ouvrier travaillât patiemment à l'œuvre d'organisation et d'éducation du prolétariat, qui aboutit au dépérissement de la religion, au lieu de se jeter dans les aventures d'une guerre politique contre la religion [3]. Ce point de vue est entré dans la chair et dans le sang de la social-démocratie allemande, qui s'est prononcé, par exemple, en faveur de la liberté pour les jésuites, pour leur admission en Allemagne, pour l'abolition de toutes mesures de lutte policière contre telle ou telle religion. « Proclamer la religion une affaire privée. » Ce point célèbre du *Programme d'Erfurt* (1891) a consacré cette tactique politique de la social-démocratie. (...)

Mais quiconque est tant soit peu capable d'envisager le marxisme de façon sérieuse, de méditer ses principes philosophiques et l'expérience de la social-démocratie internationale, verra aisément que la tactique du marxisme à l'égard de la religion est profondément conséquente et mûrement réfléchie par Marx et Engels ; que ce que les dilettantes ou les ignorants prennent pour des flottements n'est que la résultante directe et inéluctable du matérialisme dialectique. Ce serait une grosse erreur de croire que la « modération » apparente du marxisme à l'égard de la religion s'explique par des considérations dites « tactiques », comme le désir de « ne pas heurter », etc. Au contraire, la ligne politique du marxisme, dans cette question également, est indissolublement liée à ses principes philosophiques.

Le marxisme est un matérialisme. A ce titre il est aussi implacablement hostile à la religion que le matérialisme des encyclopédistes du XVIII^e siècle ou le matérialisme de Feuerbach. Voilà qui est indéniable. Mais le matérialisme dialectique de Marx et d'Engels va plus loin que les encyclopédistes et Feuerbach en ce qu'il applique la philosophie matérialiste au domaine de l'histoire, au domaine des sciences sociales. Nous devons combattre la religion ; c'est l'a b c de tout le matérialisme et, partant, du marxisme. Mais le marxisme n'est

pas un matérialisme qui s'en tient à l'a b c. Le marxisme va plus loin. Il dit : il faut *savoir* lutter contre la religion ; or, pour cela, il faut expliquer d'une façon *matérialiste* la source de la foi et de la religion des masses. On ne doit pas confiner la lutte contre la religion dans une prédication idéologique abstraite ; on ne doit pas l'y réduire ; il faut lier cette lutte à la pratique concrète du mouvement de classe visant à faire disparaître les racines sociales de la religion. Pourquoi la religion se maintient-elle dans les couches arriérées du prolétariat des villes, dans les vastes couches du semi-prolétariat, ainsi que dans la masse des paysans ? Par suite de l'ignorance du peuple, répond le progressiste bourgeois, le radical ou le matérialiste bourgeois. Et donc, à bas la religion, vive l'athéisme, la diffusion des idées athées est notre tâche principale. Les marxistes disent : c'est faux. Ce point de vue traduit l'idée superficielle, étroitement bourgeoise d'une action de la culture par elle-même. Un tel point de vue n'explique pas assez complètement, n'explique pas dans un sens matérialiste, mais dans un sens idéaliste, les racines de la religion. Dans les pays capitalistes actuels, ces racines sont surtout *sociales*. La situation sociale défavorisée des masses travailleuses, leur apparente impuissance totale devant les forces aveugles du capitalisme, qui causent, chaque jour et à toute heure, mille fois plus de souffrances horribles, de plus sauvages tourments aux humbles travailleurs, que les événements exceptionnels tels que guerres, tremblements de terre, etc., c'est là qu'il faut rechercher aujourd'hui les racines les plus profondes de la religion. « La peur a créé les dieux. » La peur devant la force aveugle du capital, aveugle parce que ne pouvant être prévue des masses populaires, qui, à chaque instant de la vie du prolétaire et du petit patron, menace de lui apporter et lui apporte la ruine « subite », « inattendue », « accidentelle », qui cause sa perte, qui en fait un mendiant, un déclassé, une prostituée, le réduit à mourir de faim, voilà les *racines* de la religion moderne que le matérialiste doit avoir en vue, avant tout et par-dessus tout, s'il ne veut pas demeurer un matérialiste primaire. Aucun livre de vulgarisation n'expurgera la religion des masses abruties par le baigne capitaliste, assujetties aux forces destructrices aveugles du capitalisme, aussi longtemps que ces masses n'auront pas appris à lutter de façon cohérente, organisée, systématique et consciente contre ces *racines* de la religion, contre le *règne du capital* sous toutes ses formes.

Est-ce à dire que le livre de vulgarisation contre la religion soit nuisible ou inutile ? Non. La conclusion qui s'impose est tout autre. C'est que la propagande athée de la social-démocratie doit être *subordonnée* à sa tâche fondamentale, à savoir : au développement de la lutte de classe des *masses* exploitées contre les exploités.

Un homme qui n'a pas médité sur les fondements du

matérialisme dialectique, c'est-à-dire de la philosophie de Marx et d'Engels, peut ne pas comprendre (ou du moins peut ne pas comprendre du premier coup) cette thèse. Comment cela ? Subordonner la propagande idéologique, la diffusion de certaines idées, la lutte contre un ennemi de la culture et du progrès qui sévit depuis des millénaires (à savoir la religion), à la lutte de classe, c'est-à-dire à la lutte pour des objectifs pratiques déterminés dans le domaine économique et politique ?

Cette objection est du nombre de celles que l'on fait couramment au marxisme ; elles témoignent d'une incompréhension totale de la dialectique marxiste. La contradiction qui trouble ceux qui font ces objections n'est autre que la vivante contradiction de la réalité vivante, c'est-à-dire une contradiction dialectique non verbale, ni inventée. Séparer par une barrière absolue, infranchissable, la propagande théorique de l'athéisme, c'est-à-dire la destruction des croyances religieuses chez certaines couches du prolétariat d'avec le succès, la marche, les conditions de la lutte de classe de ces couches, c'est raisonner sur un mode qui n'est pas dialectique ; c'est faire une barrière absolue de ce qui est une barrière mobile, relative, c'est rompre violemment ce qui est indissolublement lié dans la réalité vivante. Prenons un exemple. Le prolétariat d'une région ou d'une branche d'industrie est formé, disons, d'une couche de social-démocrates assez conscients qui sont, bien entendu, athées, et d'ouvriers assez arriérés ayant encore des attaches au sein de la paysannerie, croyant en Dieu, fréquentant l'église ou même soumis à l'influence directe du prêtre de l'endroit qui, admettons, a entrepris de fonder une association ouvrière chrétienne. Supposons encore que la lutte économique dans cette localité ait abouti à la grève. Un marxiste est forcément tenu de placer le succès du mouvement de grève au premier plan, de réagir résolument contre la division des ouvriers, dans cette lutte, entre athées et chrétiens, de combattre résolument cette division. Dans ces circonstances, la propagande athée peut s'avérer superflue et nuisible, non pas du point de vue banal de la crainte d'effaroucher les couches retardataires, de perdre un mandat aux élections, etc., mais du point de vue du progrès réel de la lutte de classe qui, dans les conditions de la société capitaliste moderne, amènera les ouvriers chrétiens à la social-démocratie et à l'athéisme cent fois mieux qu'un sermon athée pur et simple. Dans un tel moment, et dans ces conditions, le prédicateur de l'athéisme *ferait le jeu* du pape, de tous les papes, qui ne désirent rien autant que remplacer la division des ouvriers en grévistes et non-grévistes par la division en croyants et incroyants. L'anarchiste qui prêcherait la guerre contre Dieu à tout prix, aiderait en fait les papes et la bourgeoisie (comme du reste les anarchistes aident toujours, *en fait*, la bourgeoisie). Le

marxiste doit être un matérialiste, c'est-à-dire un ennemi de la religion, mais un matérialiste dialectique, c'est-à-dire envisageant la lutte contre la religion, non pas de façon spéculative, non pas sur le terrain abstrait et purement théorique d'une propagande toujours identique à elle-même mais de façon concrète, sur le terrain de la lutte, de classe *réellement* en cours, qui éduque les masses plus que tout et mieux que tout. Le marxiste doit savoir tenir compte de l'ensemble de la situation concrète ; il doit savoir toujours trouver le point d'équilibre entre l'anarchisme et l'opportunisme (cet équilibre est relatif, souple, variable, mais il existe), ne tomber ni dans le « révolutionnarisme » abstrait, verbal et pratiquement vide de l'anarchiste, ni dans le philistinisme et l'opportunisme du petit bourgeois ou de l'intellectuel libéral, qui redoute la lutte contre la religion, oublie la mission qui lui incombe dans ce domaine, s'accommode de la foi en Dieu, s'inspire non pas des intérêts de la lutte de classe, mais d'un mesquin et misérable petit calcul : ne pas heurter, ne pas repousser, ne pas effaroucher, d'une maxime sage entre toutes : « Vivre et laisser vivre les autres », etc.

C'est de ce point de vue qu'il faut résoudre toutes les questions particulières touchant l'attitude de la social-démocratie envers la religion. (...)

D'un autre côté, la tradition de la guerre bourgeoise contre la religion a créé en Europe une *déformation* spécifiquement bourgeoise de cette guerre par l'anarchisme, qui, comme les marxistes l'ont depuis longtemps et maintes fois expliqué, s'en tient à la conception bourgeoise du monde malgré toute la « rage » de ses attaques contre la bourgeoisie. Les anarchistes et les blanquistes des pays latins, Most (qui fut entre autres, l'élève de Dühring) et consorts en Allemagne, les anarchistes de 1880 et des années suivantes en Autriche, ont poussé jusqu'au *nec plus ultra* la phrase révolutionnaire dans la lutte contre la religion. (...)

En second lieu, en Occident, *après* la fin des révolutions bourgeoises nationales, *après* l'institution d'une liberté plus ou moins complète de conscience, la question de la lutte démocratique contre la religion a été, historiquement, refoulée au second plan par la lutte menée par la démocratie bourgeoise contre le socialisme, au point que les gouvernements bourgeois ont essayé à *dessein* de détourner du socialisme l'attention des masses en

organisant une « croisade » pseudo-libérale contre le cléricisme. Le *Kulturkampf* en Allemagne et la lutte des républicains bourgeois contre le cléricisme en France ont revêtu un caractère identique. L'anticléricisme bourgeois, comme moyen de détourner l'attention des masses ouvrières du socialisme, voilà ce qui, en Occident, a précédé la diffusion, parmi les social-démocrates, de leur actuelle « indifférence » envers la lutte contre la religion. Là encore cela se conçoit et c'est légitime, car à l'anticléricisme bourgeois et bismarckien, les social-démocrates devaient opposer précisément la *subordination* de la lutte contre la religion à la lutte pour le socialisme. (...)

Les débats au sein du groupe montrent que la discussion sur l'athéisme a masqué à ses regards la nécessité d'exposer exactement la fameuse revendication qui veut que la religion soit proclamée affaire privée. Nous n'allons pas imputer cette erreur de toute la fraction au seul camarade Sourkov. Au contraire. Nous reconnaissons franchement que la faute est imputable à tout notre parti, qui n'avait pas suffisamment élucidé cette question, qui n'avait pas suffisamment fait pénétrer dans la conscience des social-démocrates la portée de la remarque faite par Engels à l'adresse des opportunistes allemands. Les débats au sein de la fraction prouvent que c'était justement un manque de compréhension et non point l'absence du désir de tenir compte de la doctrine de Marx. Nous sommes sûrs que l'erreur sera redressée au cours des prochaines interventions du groupe.

Dans l'ensemble le discours du camarade Sourkov, nous insistons là-dessus, est excellent et doit être répandu par toutes les organisations. La discussion de ce discours, au sein du groupe, a montré qu'il s'acquittait consciencieusement de son devoir social-démocrate. Il reste à souhaiter que les comptes rendus des débats à l'intérieur de la fraction paraissent plus souvent dans la presse du parti pour rapprocher la fraction de ce dernier, pour montrer au parti le dur travail fait par la fraction dans son propre sein pour que l'unité idéologique s'établisse dans l'activité du parti et de son groupe parlementaire.

(Lénine, *De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion*, 1909, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1909/05/vil19090513.htm>.)

La pandémie mondiale et la concurrence impérialiste (Tendance Communiste Internationaliste, 14 juin 2020)

Nous traduisons et publions ici un texte de la TCI sur la situation mondiale et les tensions impérialistes, particulièrement entre les États-Unis et la Chine, qui se développent encore plus depuis la pandémie du Covid-19 et la crise qui éclate. Il met clairement en avant que la seule alternative que le capitalisme impose à la société est guerre impérialiste généralisée ou révolution prolétarienne mondiale. Cela suffirait pour saluer et appuyer cette prise de position à l'heure où cette thèse marxiste est remise en cause au sein même de la Gauche communiste par le CCI de l'opportunisme politique, pour qui le danger de guerre impérialiste généralisée a disparu. Mais son intérêt ne s'arrête pas là. Il fournit de nombreux éléments et faits sur les politiques impérialistes et d'armement des États-Unis et de la Chine et avance la thèse d'une future polarisation impérialiste États-Unis/Chine dans le cas de l'éclatement d'une guerre impérialiste mondiale. C'est là une question à réfléchir et à débattre. Nous invitons tous nos lecteurs à le lire, car l'article ne peut que renforcer l'arme de la critique des communistes, et à le discuter. Nous le faisons suivre de quelques commentaires.

Le GIGC.

La pandémie mondiale et la concurrence impérialiste (TCI)

Toute mesure rationnelle pourrait laisser supposer qu'une espèce sensible dominante, confrontée à des menaces mondiales, se rassemblerait, mettrait en commun ses ressources et ses informations et chercherait une solution mutuelle au problème. Mais la pandémie de coronavirus a confirmé ce que la crise du changement climatique nous avait déjà dit : que le capitalisme, même sous sa forme « mondialisée », est fondamentalement inadapté à produire une réponse coordonnée pour s'attaquer à quoi que ce soit. Au contraire, le Covid-19 a été mis à profit (comme les experts de la presse capitaliste aiment à le dire) pour intensifier les rivalités impérialistes dans la lutte entre les deux principaux concurrents impérialistes.

Dans un article sur cette confrontation, nous écrivions en 2018 : « Un krach majeur qui anéantirait des trillions de dollars conduirait à une dépression très profonde et il est difficile de prévoir quelles en seraient les conséquences sociales pour le capitalisme. Et lorsque toutes les autres options auront été épuisées, la perspective d'un conflit impérialiste mondial sera d'autant plus proche. La rivalité actuelle entre les États-Unis et la Chine sera l'axe autour duquel tout conflit se déroulera »²⁴.

Bien qu'il ne s'agisse pas exactement d'un krach au sens classique du terme, le Covid-19 a déjà provoqué un choc similaire dans le système capitaliste mondial. Un choc suffisamment important pour le faire entrer en récession. À ce stade, il est difficile de dire avec précision comment cela se passera en fin de compte, mais « l'avenir » semble s'être soudainement beaucoup rapproché. La semaine dernière, le Parti communiste chinois a condamné l'Union européenne pour avoir tenté de lancer « une nouvelle guerre froide ». En fait, cette guerre froide a vraiment commencé il y a quelques an-

nées. Ce qui se passe maintenant, c'est que cette « guerre froide » s'intensifie en raison du virus.

Depuis les années 1980, la restructuration de l'industrie manufacturière en Occident et le transfert de capitaux occidentaux (principalement via les banques de Hong Kong) vers les usines à bas salaires installées en Chine ont été la principale réponse à la crise de l'accumulation du capital qui a frappé l'économie mondiale depuis la fin du boom de l'après-guerre à la fin des années 1960. Le Parti communiste chinois, toujours à la recherche d'un renforcement de sa légitimité, n'a été que trop heureux d'ouvrir partiellement son économie au capital occidental. Le « socialisme à caractéristiques chinoises » serait en réalité un capitalisme d'État en alliance avec le capital occidental. La situation semblait être gagnant-gagnant pour les deux parties. Les taux de croissance chinois ont été les plus élevés de toute l'histoire du capitalisme, tandis que les produits de base chinois bon marché ont contribué à amortir le coup porté à la chute des revenus des travailleurs en Occident (qui ont diminué ou, au mieux, sont restés stagnants depuis 1979). Tout cela était cependant soutenu par la déréglementation financière que l'Occident a mise en place pour permettre aux banques de financer toutes sortes d'investissements et de spéculations. La conséquence a été l'augmentation de l'endettement de beaucoup de ces travailleurs qui ont contracté des prêts et des hypothèques alors que les banques ont même cessé de vérifier s'ils pouvaient rembourser. L'effondrement du marché des prêts hypothécaires à haut risque qui a suivi a déclenché la contagion financière qui a conduit à l'effondrement financier de 2007-2008. Cela s'est avéré être un tournant à la fois économique et politique dans les relations internationales.

Alors qu'en Occident, les banques étaient considérées

24 . <http://www.leftcom.org/en/articles/2018-02-13/china-long-held-us-fears-becoming-reality>.

comme *too big to fail* [trop grandes pour faire faillite] et étaient donc renflouées, en Chine, la reconnaissance de la baisse des marchés extérieurs a conduit à une injection massive de capitaux pour stimuler le marché intérieur. Ces deux politiques ont sauvé le système, mais comportaient un coût. En Occident, une décennie d'austérité a en fait aggravé la situation de la classe ouvrière, alors que les taux de croissance chinois n'ont jamais retrouvé les niveaux des premières années de ce millénaire et que la Chine représente aujourd'hui plus de la moitié de la dette mondiale. En fait, tout ce qui a été accumulé à travers le monde, ce sont des billions de dollars de dettes souveraines et personnelles. Le système boite depuis 12 ans dans ce que Larry Summers a appelé la « stagnation séculaire ». Ou, comme nous l'avons dit à maintes reprises, il est tombé dans une nouvelle crise sans avoir réglé la dernière.

L'impact du Covid-19

Ce qui nous amène au Covid-19. Comme nous l'avons écrit dans *Réflexions sur le coronavirus*, la situation économique s'est considérablement détériorée. Le taux de croissance de la Chine a plongé à son plus bas niveau depuis 27 ans, mais les États-Unis ne sont pas en meilleure posture.

« La Chine est à genoux sur le plan économique. Les dernières données sur la croissance du PIB ont donné un maigre 2,8 %. Les États-Unis sont accablés de dettes et de déficits immenses et ne comptent que sur la suprématie du dollar et sur l'armée la plus puissante du monde pour survivre²⁵. »

Face au virus, toutes les grandes puissances ont été « lentes à réagir ». La raison n'est pas difficile à deviner. Toutes s'inquiètent des dommages que pourraient subir des économies déjà fragiles si des mesures sanitaires efficaces étaient prises. La politique a consisté à protéger leur richesse plutôt que notre santé. Ce n'est pas un hasard si les petits États comme l'Éthiopie, Taiwan ou la Corée du Sud, qui ne sont pas en haut de l'échelle impérialiste, ont été les plus efficaces pour faire face aux premiers signes d'infection. Cela a également aidé certains d'entre eux qui avaient déjà connu, ces dernières années, d'autres épidémies de grippe et de coronavirus. Ils avaient déjà compris que s'ils n'agissaient pas immédiatement sur le problème de santé (confinement), une action ultérieure (atténuation) serait encore plus dommageable pour l'économie.

Pour les deux plus grands rivaux de la planète, la Chine et les États-Unis, la pandémie est cependant devenue une guerre des mots. Trump a passé des semaines à l'appeler « le virus chinois », et son secrétaire d'État, Pompeo, le fait toujours. Les deux parties ont leurs propres théories conspirationnistes qui s'accusent mu-

tuellement de fabriquer le virus dans un laboratoire avant de le libérer dans un monde sans méfiance, bien qu'il n'existe pas la moindre preuve scientifique de ces théories. Non pas que cela concerne l'une ou l'autre partie. Tout cela fait partie d'une bataille plus large qui a commencé en 2012.

De la mondialisation à la lutte pour le pouvoir dans le monde

Jusqu'alors, le Parti s'était largement tenu à la politique discrète de croissance énoncée par Deng Xiaoping. L'un de ses axiomes permanents après 1978 était le taoguang yanghui (nous devons dissimuler nos capacités et éviter les feux de la rampe). En 1990, il soutenait encore que la Chine devait être prudente dans les relations internationales :

« Nous ne craignons personne, mais nous ne devons pas non plus offenser qui que ce soit. Nous devons agir conformément aux cinq principes de la coexistence pacifique et ne jamais nous en écarter »

Quelques années plus tôt, Paul Kennedy, dans son ouvrage *Naissance et déclin des grandes puissances* [traduit en français], avait noté que les dépenses de défense de la Chine avaient diminué pendant les 15 années précédant 1985 (à un moment où la tentative de maintenir la course aux armements avec les États-Unis entraînait l'effondrement de l'URSS). Il a cependant poursuivi en prédisant que cela ne durerait pas. Citant *The Economist* selon lequel : « Pour les militaires [chinois] qui ont la patience de voir les réformes [économiques] être menées à bien, il y a un avantage... 10 à 15 ans plus tard. L'économie civile aura pris suffisamment de vitesse pour faire avancer le secteur militaire plus rapidement, a-t-il conclu, ce n'est qu'une question de temps ».

En fait, la prédiction de *The Economist* s'est avérée assez précise. Depuis 2000, le budget militaire officiel (en.wikipedia.org/wiki/Military_budget_of_China) de la Chine est monté en flèche. Depuis 2008, il a triplé. En outre, les dépenses réelles sont estimées être beaucoup plus élevées, car certaines dépenses sont cachées dans les budgets d'autres départements.

Cependant, au début, il n'y a pas eu de changement perceptible dans la politique visant à promouvoir le « soft power » et l'influence en Asie et en Afrique. Cela a commencé à changer lorsque l'administration Obama a annoncé en novembre 2011 que le retrait des troupes d'Afghanistan permettrait aux États-Unis de « pivoter vers l'Asie », ce qui a été confirmé dans le budget militaire américain de janvier 2012. Plus tard dans l'année, Xi Jinping est arrivé au pouvoir en Chine en utilisant le slogan de plus en plus répété de la « grande renaissance de la nation chinoise ».

Au cours des années suivantes, sa répression de la corruption et de la dissidence l'a aidé à consolider son

25 . <http://www.leftcom.org/fr/articles/2020-04-05/r%C3%A9flexions-sur-le-coronavirus-et-la-crise-%C3%A9conomique>.

pouvoir en éliminant ses rivaux. En 2013, il est également devenu président de la Chine, tandis qu'en 2017, il est devenu le dirigeant chinois le plus puissant depuis Mao Zedong en supprimant toute limite à son mandat. Lors de son 19e congrès l'année dernière, le Parti communiste chinois (PCC) a même inscrit son nom dans la constitution du parti. L'inscription de la « pensée de Xi Jinping », basée sur les « aspirations originelles » ou chouxin de Mao, dans ce document signifie que toute contestation du président est désormais une menace pour le pouvoir du PCC.

Lors de ce même Congrès, Xi a défini deux grands objectifs : de 2020 à 2035, la Chine deviendra une économie et une société « pleinement modernes » ; puis, dans les 15 années suivantes, jusqu'en 2050, la Chine réalisera sa quête de richesse et de puissance nationales en acquérant le statut de grande puissance. Tout cela signifie en réalité que la Chine a ouvertement déclaré qu'elle lançait un défi direct aux États-Unis.

Bien avant l'arrivée de Trump sur la scène, les relations se détérioraient. En 2015, Xi Jinping a assuré à Obama que la Chine ne militariserait pas les îles artificielles qu'elle construisait dans la mer de Chine méridionale. Un an plus tard, des photos satellites de l'île de Subi montraient une piste d'atterrissage gardée par des systèmes anti-aériens et d'autres armes. En plus de ce mensonge, la tolérance de l'espionnage industriel chinois ou des demandes de transfert de technologie, qui étaient auparavant considérées comme un coût d'investissement en Chine, est maintenant devenue un facteur beaucoup plus négatif pour les patrons américains. Trump a ainsi pu dépeindre l'ensemble du scénario de mondialisation comme un scénario où la Chine infidèle avait « volé les emplois américains ».

Obama et Hilary Clinton avaient également promu le partenariat transpacifique (TPP) avec 10 autres pays comme un contrepoids direct à l'influence chinoise en Asie de l'Est et au-delà. Le premier acte de Trump a cependant été de retirer les États-Unis du TPP (pour la seule raison qu'il s'agissait d'une politique d'Obama), offrant ainsi aux Chinois la direction de la coopération internationale dans la région. La Chine avait déjà persuadé de nombreux alliés des États-Unis (dont la Grande-Bretagne) de signer pour sa Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures et, en 2017, elle a officiellement lancé, en grande pompe, son initiative « Belt and Road » [la nouvelle route de la soie] qui menace de transformer l'Eurasie en *dominion* économique de la Chine.

L'« America First » de Trump rend cela encore plus réalisable. Sous Obama, les États-Unis jouaient sur leur force traditionnelle de leader du « monde libre » qui, à long terme, pourrait mobiliser des alliés contre une Chine relativement isolée. Trump, cependant, s'est mis

à réprimander les partenaires de l'Otan pour ne pas avoir payé leur contribution, et a menacé de déclencher une guerre commerciale avec l'Europe, semblable à celle qu'il a lancée contre la Chine. Cela a beaucoup contribué à miner l'influence des États-Unis et certains États européens ont même ouvertement cherché à resserrer leurs relations avec la Chine ces dernières années. La guerre commerciale que Trump a lancée n'a même pas atteint son objectif. Non seulement la Chine a réduit ses investissements aux États-Unis de 45 milliards de dollars en 2016 à seulement 5 milliards de dollars en 2019 avec tout l'impact que cela a sur l'emploi, mais l'industrie manufacturière américaine en janvier 2020 était tombée dans son pire marasme depuis une décennie. Le fait que chaque déclaration de Trump aggrave la panique financière et qu'il y ait une fuite vers le dollar n'arrange rien, ce qui ne fait que rendre les exportations américaines plus difficiles à vendre à l'étranger. Avec l'entrée en scène du Covid-19, la guerre commerciale de 20 mois a été suspendue en janvier.

Mais l'hostilité n'a fait que s'intensifier.

La Chine de Xi

Le pouvoir de Xi en Chine s'est accompagné d'une extension du pouvoir de l'État et du PCC. La surveillance accrue des citoyens, la création d'une nouvelle "Grande Muraille" autour d'Internet pour contrôler son trafic et le goulag massif qu'est le Xinjiang pour réprimer les protestations ouïgoures sont des faits bien connus de la vie en Chine. Ils ont été portés à l'attention du monde entier lorsque le régime a tenté de faire accepter par la force une nouvelle loi d'extradition à ses dirigeants fantoches de Hong Kong.

La tentative d'introduction de cette loi l'année dernière a donné lieu à des protestations massives (impliquant au départ près d'un quart de la population du territoire). Ces protestations ne sont pas sorties d'un ciel bleu clair. Le "mouvement des parapluies" de 2014 avait occupé des parties de la ville pendant 77 jours en 2014, en opposition à la première ingérence dans les procédures électorales de Hong Kong. Celle-ci avait échoué, mais en 2015, cinq libraires de Hong Kong ont « disparu » pendant quelques semaines. Leur crime consistait à vendre des livres interdits en République populaire de Chine et contenant des détails sur la vie privée de membres importants du PCC comme Mao et Xi. C'était une violation de l'autonomie limitée de Hong Kong et des milliers de personnes ont manifesté contre la détention des libraires en 2016. Ces manifestations étaient précurseurs des manifestations massives de l'année dernière contre la formalisation de ces extraditions. Il est certain que ces manifestations ont également suscité les griefs sociaux de nombreux jeunes de Hong Kong. Au cours de ces manifestations, des graffitis sont appa-

rus, assimilant « Chinazi » à « AmeriKKKa », mais en fin de compte, il s'agissait de préserver, voire de restaurer ce qui restait du statut spécial de Hong Kong selon l'idée « un pays, deux systèmes ». Le chef de l'exécutif Carrie Lam a été contraint d'annuler la loi d'extradition, mais les protestations ont continué autour de 5 revendications démocratiques et du drapeau américain avant de s'essouffler avec la pandémie de coronavirus. Mais la demande d'indépendance de Hong Kong a pris de plus en plus d'importance à mesure que la lutte se poursuivait.

Pour le PCC, Hong Kong pose un problème particulier. Les deux tiers des investissements étrangers en Chine passent par son secteur bancaire. Les tentatives visant à le remplacer par Shanghai et même Macao, n'ont eu qu'un succès limité. Cependant, malgré toutes les protestations et la violence de 2019, les investissements via Hong Kong ont continué à augmenter. Cela semble avoir enhardi le régime à aller plus loin et à utiliser une faille dans la loi fondamentale de Hong Kong pour imposer une nouvelle loi de sécurité sur le territoire le 28 mai. Cette loi interdira toute incitation à l'indépendance et pourra être utilisée contre presque toute forme de dissidence. Elle a placé Hong Kong et la question de la démocratie en première ligne des relations impérialistes entre les États-Unis et la Chine. Les États-Unis n'ont pas tardé à utiliser la « carte de la démocratie » pour reprendre une partie de l'initiative qu'ils avaient perdue récemment et reconstituer une « alliance occidentale ». Ils se sont maintenant ouvertement rangés du côté des manifestations de l'année dernière à Hong Kong « pour la défense de l'État de droit ». Elle a trouvé en cela un soutien bienvenu dans la déclaration des législateurs de 23 pays condamnant la Chine pour avoir saboté l'accord de retrait initial du Royaume-Uni. Plus concrètement, le gouvernement britannique a maintenant offert l'entrée sans visa pendant 12 mois aux détenteurs de passeports nationaux (d'outre-mer) britanniques. Cela porte à 2,8 millions le nombre de demandes de citoyenneté à Hong Kong. Les États-Unis ont maintenant menacé de mettre fin aux relations commerciales spéciales de Hong Kong avec les États-Unis, bien que l'on ne sache pas clairement qui sera le plus touché – la Chine ou Hong Kong. La Chine n'a pas tardé à riposter dans cette guerre de propagande en faisant référence à la tourmente actuelle sur le racisme de la police américaine en répétant « Je ne peux pas respirer ».

Mais ce n'est pas la seule question qui a remué la marmite impérialiste. La guerre de propagande sur les origines du virus Covid-19 a une fois de plus impliqué le commerce. L'Australie, avec le soutien de 61 autres États, a été le fer de lance d'une enquête sur les origines de la pandémie. Mais elle a conduit les Chinois à montrer que ce n'est pas seulement Trump qui peut utiliser

la puissance économique à des fins politiques. La Chine a déjà cessé d'importer de l'orge et des produits à base de viande d'Australie et l'industrie minière, qui soutient le gouvernement Morrison, s'inquiète déjà de ses exportations.

Taiwan et les missiles

Mais tout cela est bien peu en comparaison de ce qui se passe dans la mer de Chine méridionale. Depuis un mois, l'Armée populaire de libération de la Chine (APL) mène un exercice de tir réel impliquant un groupe de combat de navires basés autour de son porte-avions, le *Liaoning*. Pendant ce temps, les États-Unis ont délibérément envoyé à sept reprises leurs navires de guerre au nom de la « liberté de navigation » dans les mers au large de la Chine. La dernière en date, le 4 juin, a coïncidé avec l'anniversaire du massacre de la place Tiananmen en 1989. Le destroyer de missiles guidés de la classe *Arleigh Burke*, le *USS Barry*, a non seulement effectué une opération pour la « liberté de navigation » dans la mer de Chine méridionale, mais a même lancé un missile lors de son propre exercice de tir réel. Selon le journal de propagande chinois *The Global Times*, il a ensuite été chassé par des navires de l'APL, mais il semble plus probable qu'il soit passé malgré la provocation.

Le *Barry* a peut-être répondu à un autre conflit – le statut de Taïwan. Plus tôt dans la journée, l'APL a publié des images d'un assaut amphibie de chars sur une plage de la côte chinoise en face de Taïwan. Elle a également suivi la prestation de serment pour son second mandat de Tsai Ing-Wen, du Parti progressiste démocratique pro-indépendance, en tant que présidente de Taïwan, le 20 mai. Ces manœuvres font suite aux menaces du général Li Zuocheng de l'APL, qui a déclaré que si les négociations avec Taïwan sur la réunification échouaient, l'ALP « écraserait résolument » le mouvement indépendantiste. Il a poursuivi en soulignant le récent durcissement de l'attitude de la Chine.

« La Chine d'aujourd'hui n'est plus la frêle Chine d'autrefois... Nous ne promettons pas d'abandonner l'usage de la force et nous nous réservons la possibilité de prendre toutes les mesures nécessaires pour stabiliser et contrôler la situation dans le détroit de Taïwan ».

Une partie de cette nouvelle confiance vient du fait que la Chine, n'étant pas signataire du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), a été en mesure de construire ses missiles à portée intermédiaire au cours des dernières années. Le traité interdit le développement de tout missile (nucléaire ou conventionnel) d'une portée comprise entre 500 et 5 500 kilomètres. Les États-Unis se sont retirés du traité en août dernier, en invoquant comme raison le développement d'un nouveau missile russe. Toutefois, cette décision leur permet également de combler le « déséquilibre des missiles » [missile gap] qu'ils perçoivent avec l'APL dont on

estime qu'elle disposerait de plus de 2 200 missiles, la plupart ayant une portée supérieure à celle des États-Unis. Cette année, elle a achevé la construction de 80 nouveaux navires pour compléter sa flotte (soit l'équivalent de la flotte britannique dans son ensemble).

La capacité satellitaire de la Chine vient appuyer cette affirmation. Selon la publication *Defense News*²⁶, cela lui donne un système sophistiqué pour cibler ses armes.

Certains des satellites chinois comprennent plusieurs charges utiles qui sont presque certainement destinées à des fins militaires, tels que des capteurs électro-optiques, des radars à ouverture synthétique et des technologies de renseignement électronique. Le pays utilise également une constellation de satellites du système de surveillance navale des océans qui assurent une couverture permanente des eaux entourant la Chine. Ces capacités peuvent également soutenir le ciblage des missiles balistiques antinavires chinois et, si elles sont suffisamment nombreuses et intégrées, elles pourraient fournir des données de triangulation des cibles en temps réel afin de dresser un tableau solide de la localisation d'une cible pour générer, en fin de compte, une approche de ciblage.

C'est le début d'une nouvelle course aux armements qui prélude à une véritable escalade de la rivalité entre la Chine et les États-Unis. Au niveau mondial, comme nous l'avons souligné à maintes reprises, les États-Unis ne sont pas confrontés à un véritable défi militaire pour leur puissance. Toutefois, la puissance militaire brute n'est pas tout, comme l'Irak et l'Afghanistan l'ont si clairement démontré. En outre, en termes régionaux, la Chine, du moins sur le papier, a la puissance de feu nécessaire pour défendre sa propre arrière-cour. Son missile DF-17 serait capable de pénétrer n'importe quel bouclier antimissile que les États-Unis souhaiteraient déployer. Cela constitue en soi un changement dans l'équilibre de la terreur dans la région. Depuis des décennies, les États-Unis disposent de quelque 400 bases militaires dans le Pacifique, qui entourent plus ou moins la Chine. Aujourd'hui, ils commencent à envisager d'intensifier leur stratégie. N'étant plus contraints par le traité FNI, ils prévoient d'équiper leurs marines de missiles de croisière Tomahawk et de développer de nouveaux missiles pour rétablir leur domination dans le Pacifique occidental.

La lutte pour le contrôle des mers autour de la Chine est bel et bien engagée et les îles artificielles que la Chine a construites pour affirmer sa souveraineté sur de plus grandes parties de la mer de Chine méridionale pourraient devenir le prochain théâtre de guerre. Les Chinois peuvent affirmer que tout ce qu'ils font, c'est

renforcer leur défense. Ils n'ont (jusqu'à présent) aucun programme de missiles visant le continent américain, bien qu'il en soit maintenant question. Le rapport de *Reuters* souligne cependant la menace que la Chine ressent du fait de la présence militaire américaine dans la région.

Dans une déclaration à *Reuters* sur les derniers mouvements des États-Unis, Pékin a exhorté Washington à « être prudent en paroles et en actes », à « arrêter de déplacer des pièces d'échecs dans la région » et à « arrêter de montrer ses muscles militaires autour de la Chine ».

Un autre facteur sous-jacent important est la prise de conscience par la Chine et les États-Unis qu'ils doivent tous deux intensifier leur production de semi-conducteurs. La Chine tente depuis un certain temps de stimuler la production sans succès notable et les États-Unis ne produisent que 12 % des puces du monde. Taïwan et la Corée du Sud fournissent toutes deux d'énormes quantités et se trouvent donc en pleine « guerre froide technologique ». TSMC, la société de fonderie taïwanaise qui fabrique les puces selon d'autres conceptions, a récemment été attirée aux États-Unis pour construire une petite usine en Arizona. L'un des plus gros clients de TSMC est Huawei et l'on pense que cela leur donne une certaine compensation pour avoir coupé au moins une partie des fournitures à Huawei. C'est un domaine à surveiller.

Et si la concurrence technologique fait monter les enchères en Asie de l'Est, la rivalité ne se limite pas au littoral chinois. Elle est mondiale. Alors que la Chine tente de courtiser les membres mécontents de l'UE, comme l'Italie et la Grèce à ses côtés, Pompeo se précipite en Israël pour s'assurer qu'une entreprise chinoise ne remporte pas un contrat important qui est ensuite mis en adjudication. Le gouvernement de coalition israélien n'a pas déçu son trésorier.

Barbarie ou socialisme

Nous entrons dans un nouveau territoire. Nous ne pouvons pas encore connaître l'issue de la récession actuelle provoquée par la pandémie de coronavirus. Ce que nous savons, c'est qu'à travers le monde, les États continueront à absorber des dettes afin de maintenir l'ensemble de la structure capitaliste. Ce qui semble certain, c'est qu'une nouvelle centralisation et consolidation du capital aura lieu. Cela coûtera des emplois et permettra ainsi au système d'intensifier ses attaques contre la classe ouvrière en termes d'exploitation et d'insécurité de l'emploi. Et cela ne suffira toujours pas pour relancer la rentabilité. Cette crise peut conduire à la dépréciation de nombreuses valeurs capitalistes, mais elle ne conduira pas à la « destruction créative » décrite par l'économiste autrichien Schumpeter (dans son compliment ambigu à l'analyse de Marx selon laquelle les crises économiques périodiques étaient abso-

26 . <https://www.defensenews.com/global/asia-pacific/2020/06/01/chinas-missile-and-space-tech-is-creating-a-defensive-bubble-difficult-to-penetrate/>.

lument essentielles à l'accumulation du capital). À l'époque de Marx, ces crises et les cycles d'accumulation qui s'ensuivaient étaient relativement courts, mais dans le monde d'après 1914, la quantité de capital en jeu est si massive que rien de moins que le cataclysme d'une guerre peut détruire suffisamment de capital pour permettre à un nouveau cycle d'accumulation de commencer.

Nous sommes à la fin d'un tel cycle depuis la fin du boom de l'après-guerre dans les années 1970. Et bien que de nombreux commentateurs se grattent aujourd'hui la tête sur la façon dont Trump sape l'ordre mondial en se retirant de tel ou tel traité ou de telle ou telle institution (aujourd'hui l'Organisation mondiale de la santé), les États-Unis savent en fait depuis 1971 l'ordre mondial qu'ils ont mis en place à Bretton Woods en 1945. L'un des héros de Trump, Nixon, a tout simplement abandonné l'accord selon lequel le dollar était rattaché à l'or, et a inauguré une nouvelle situation qui signifie que les États-Unis n'ont pas à couvrir leurs dollars avec l'or de Fort Knox, mais peuvent les imprimer pour un monde qui se sent obligé de les prendre. Adam Tooze, l'actuel doyen des commentateurs capitalistes, explique comment nous en sommes arrivés là.

« Si notre propre monde a un lieu de naissance historique, ce n'est pas en 1945 mais au début des années 1970 avec l'avènement de la monnaie fiduciaire et des taux de change flottants. La vérité désagréable est que notre monde est né non pas d'une sage convention collective mais du chaos, déclenché par le refus unilatéral de l'Amérique de garantir plus longtemps l'ordre monétaire mondial²⁷. »

Pendant près d'un demi-siècle, les États-Unis ont accumulé toutes sortes de déficits en toute impunité et aucune puissance n'a été en mesure de les contester. Aujourd'hui, une nouvelle Chine plus agressive le fait de plus en plus et cette crise du coronavirus a fait monter les enchères. Nombreux sont ceux qui affirment que la crise va conduire à un monde différent, à un capitalisme plus solidaire et plus vert. Tooze, bien qu'il n'ait pas d'analyse matérialiste marxiste, les détrompe :

« La crise est profonde. Il n'est pas surprenant qu'il y ait des appels à une nouvelle conception institutionnelle. Mais nous devons faire attention à ce que nous souhaitons. Si l'on en croit l'histoire, ce nouvel ordre n'émergera pas d'un acte éclairé de leadership collectif. Les idées et le leadership sont importants. Mais penser qu'ils ont trouvé par eux-mêmes l'ordre international, c'est mettre la charrue avant les bœufs. Ce qui résoudra la tension actuelle, c'est un coup de force d'un nouvel acteur déterminé à faire son chemin. Et la question centrale du moment actuel est de savoir si l'Occident est prêt pour cela. Si ce n'est pas le cas, nous devrions nous accommoder du nouveau désordre. » (ibid.).

Pas de prix pour déterminer qui pourrait être le « nouvel acteur ». Nous nous approchons d'un carrefour historique et il semble que ces derniers mois, le rythme soit de plus en plus rapide. Si la classe ouvrière n'est pas incitée à entreprendre rapidement de nouvelles actions collectives dans le monde entier, alors, comme nous l'avons écrit en mars *« ... la solution des solutions serait une "belle" guerre qui détruit tout pour reconstruire, donnant au système capitaliste l'espace économique pour un nouveau cycle d'accumulation »* (TCI, op.cit.).

Ce ne sera pas une guerre régionale comme celles qui ont lieu en Syrie, en Afghanistan, au Yémen, en Libye ou au Sahel, mais une guerre d'envergure mondiale qui entraînera progressivement la destruction d'une grande partie de la planète. Elle serait *« une guerre qui détruirait à peu près tout pour reconstruire, fournissant au système capitaliste une nouvelle marge économique pour un nouveau cycle d'accumulation »*²⁸.

Les conséquences sont trop horribles pour être envisagées, mais c'est leur barbarie rampante ou notre potentiel à créer le socialisme qui reste le choix historique. Pour notre part, nous continuerons à faire valoir au sein de la classe ouvrière du monde entier que la seule guerre qui vaille la peine d'être menée est la guerre des classes pour faire tomber ce système infernal une fois pour toutes.

Jock (CWO-TCI), 14 juin 2020

27 . <https://foreignpolicy.com/2019/01/30/everything-you-know-about-global-order-is-wrong/>.

28 . Prise de position de la TCI pour le 1^{er} mai 2020 : <http://www.leftcom.org/fr/articles/2020-04-29/le-1er-mai-contre-le-virus-du-capitalisme>.

Quelques commentaires de discussion et de réflexion sur le texte de la TCI

Nous l'avons dit en préambule, l'article des camarades de la TCI réaffirme clairement l'alternative historique révolution ou guerre et c'est là, pour nous, le point essentiel qui distingue les groupes de la Gauche communiste qui restent fidèles aux leçons de celle-ci et, plus largement, au marxisme. Parmi les différents apports et points d'intérêt et de discussion, nous voulions relever et revenir sur la thèse selon laquelle dans « *la perspective d'un conflit impérialiste généralisé* », c'est-à-dire si le prolétariat ne réussissait pas à s'y opposer, « *la rivalité actuelle entre les États-Unis et la Chine sera l'axe autour duquel tout conflit se déroulera* ». Il s'agit là d'une question d'autant plus importante qu'elle rompt avec les schémas passés des configurations impérialistes classiques, historiques, qui avaient prévalu dans l'histoire du capitalisme et des précédentes guerres mondiales. Un tel cas de figure, un bloc impérialiste américain opposé à un bloc chinois, verrait pour la première fois de l'histoire aucun pays du centre historique européen du capitalisme, et donc du prolétariat, jouer le rôle de tête, de leader, impérialiste d'un bloc militaire. Cela mérite que nous nous y arrêtions pour quelques commentaires et réflexions, ne serait-ce que parce qu'un tel cas de figure fixerait partiellement et relativement de nouvelles conditions, voire potentialités, de réponse du prolétariat international à la marche à la guerre généralisée et à son éclatement. Et exigerait des communistes de prendre en compte cette nouvelle configuration impérialiste pour leur compréhension du cours des événements tout comme la définition de leurs orientations générales et particulières de leur intervention militante dans les inévitables confrontations de classe.

La dernière décennie a effectivement vu une montée en puissance de la Chine sur la scène mondiale non seulement comme puissance industrielle et commerciale ; et aussi comme puissance impérialiste et militaire. L'article vient fournir tout une série de faits qui viennent étayer et vérifier la réalité d'une Chine puissance impérialiste mondiale et principale, sinon unique, rivale sérieuse des États-Unis à terme au plan militaire. Il semble qu'il n'y ait que la Chine qui puisse réellement répondre aux diktats et à l'unilatéralisme économique, commerciale et politique de l'Amérique et pouvoir impressionner, voire faire reculer, Trump à l'occasion. Aucune autre puissance capitaliste historique, aucune puissance européenne occidentale, ni la Russie, apparaît capable de disputer à minima la domination américaine. Par exemple, la première puissance industrielle et économique européenne, l'Allemagne semble, au contraire, impuissante, voire paniquée, devant le *prévisible* Trump et toute disposée à céder à tout ultimatum américain qui viserait ses exportations industrielles, d'automobiles par exemple, vers les États-Unis.

Pour notre part, nos *Thèses sur la situation internationale*²⁹ rédigées en 2013 (*Révolution ou Guerre #1*), rejetaient la possibilité d'une Chine pouvant aspirer à devenir la tête du bloc impérialiste opposé au bloc américain qui, selon toute vraisemblance, rassemblera les principales autres puissances anglo-saxonnes dans le cas d'une 3^e Guerre mondiale. Elles le font déjà dans les conflits et rivalités locales. Ce fut là la signification profonde du Brexit par exemple. Nos thèses maintenaient la perspective d'une polarisation impérialiste croissante, et menant aux blocs constitués et nécessaires à la guerre, entre les USA et une Europe continentale regroupée autour de l'Allemagne. En 2003, la guerre en Irak lancée par Bush avait vu une fracture se creuser entre les USA et la Grande Bretagne d'une part et l'Europe continentale, Allemagne-France auxquelles s'étaient joint la Russie et la Chine d'autre part. La polarisation était nette et claire et le reste du monde avait dû se positionner derrière l'un ou l'autre camp. Aujourd'hui, la situation est renversée et les tensions impérialistes surgies de la crise du Covid-19 voient une Europe prise en étau entre l'Amérique et la Chine, incapable d'afficher une politique impérialiste réellement autonome et surtout en capacité de polariser et d'entraîner derrière elle comme en 2003.

Notre thèse de 2013, déjà discutable à l'époque bien sûr, semble aujourd'hui et apparemment peu crédible face à l'émergence de la Chine d'une part et face aux difficultés, hésitations, divisions, contradictions, peurs même, que les principales bourgeoisies européennes continentales semblent éprouver pour afficher et développer des politiques impérialistes à minima unies et autonomes. De plus, aucun pays, pas même la France disposant pourtant de l'arme nucléaire, ne dispose d'une défense militaire en capacité de prétendre rivaliser ne serait-ce que quelques jours ou heures face au feu nucléaire américain. Et les réticences de nombreux pays européens à s'engager dans une *défense européenne* propre, y compris dans le cadre de l'Otan que le président français Macron avait déclaré « *être en état de mort cérébrale* » avant la crise du Covid-19, ne plaident pas en faveur de l'émergence d'une puissance militaire commune minimale à court ou moyen terme. Loin s'en faut. Sans doute est-ce là un enjeu pour les principales bourgeoisies européennes, allemande et française au premier chef, que la rupture historique provoquée par l'éclatement de la crise et les exigences impérialistes nouvelles qu'elle impose, va forcer à confronter sérieusement si elles veulent se maintenir comme puissances impérialistes de premier plan dans les affrontements qui viennent. Comme l'article des camarades de la TCI le relève, même la Chine, pourtant beaucoup plus puis-

29 . <http://igcl.org/Theses-sur-la-situation-historique>.

sante aujourd'hui, n'est pas capable de rivaliser directement et frontalement avec les États-Unis sur le plan militaire. De ce point de vue, elle reste encore une puissance militaire régionale et non mondiale malgré le développement à vitesse accrue d'une puissante marine de guerre. Le seul pouvoir impérialiste qui pourrait éventuellement représenter une menace militaire reste encore la Russie de Poutine qui a hérité de l'armement nucléaire de l'ex-URSS. Les rapprochements de politiques économiques et impérialistes entre Merkel et Macron, le plan de relance pour lequel ils militent dans l'Union européenne, face à la crise peuvent initier une affirmation impérialiste « européenne » plus ferme, mais le chemin qui mènerait à l'établissement d'une Europe de la défense, ou plus précisément d'une alliance militaire entre l'Allemagne, la France et d'autres puissances européennes, en capacité de rivaliser a minima est encore long, y compris dans le cas d'un rapprochement et d'une alliance avec la Russie, voire la Chine. L'affirmation de nos thèses de 2013 semble donc être démentie. Du moins à première vue. Pour autant, la question reste ouverte selon nous, y compris au sein du GIGC lui-même. Nous invitons et encourageons tous les groupes de la Gauche communiste et tous les sympathisants et lecteurs à réfléchir à cette question, à développer leurs arguments, commenter les positions différentes, et y inclus à critiquer notre position contenue dans nos *Thèses sur la situation internationale* de 2013 sur ce point.

Le lecteur peut s'interroger sur l'importance d'une telle discussion. Rassurons-le, elle est d'ordre secondaire et ne remet pas en cause l'homogénéité politique de notre groupe, ni l'unité de vue qui devrait prévaloir parmi les forces fidèles aux enseignements et positions traditionnelles de la Gauche communiste quant à l'alternative historique *révolution ou guerre*. Il peut aussi s'interroger sur son intérêt d'un point de vue militant, du point de vue des combats et luttes du prolétariat. Il tient selon nous au fait que la compréhension des conditions mêmes, et l'anticipation si possible, du développement des rivalités impérialistes non seulement peut permettre aux avant-gardes politiques du prolétariat de garder la boussole dans la tourmente des événements, ici des rivalités et conflits impérialistes, mais aussi d'appréhender au mieux la dynamique même du rapport de force entre les classes. En effet, le prolétariat n'est pas confronté uniquement à une guerre de classe menée par la bourgeoisie pour lui faire payer la crise du capitalisme mais aussi pour lui faire payer et se sacrifier encore plus pour les politiques impérialistes et militaires, pour la préparation à la guerre généralisée. La question de la guerre impérialiste, tout comme la crise, est facteur de lutte et de conscience prolétariennes. Concrètement, et sans spéculation abstraite, les prolétariats européens, américains et chinois, pour nous li-

miter qu'à ceux-ci ici, n'ont pas la même expérience historique, ni les mêmes capacités politiques, face à la guerre et à la lutte des classes. Le « succès » ou l'état d'avancement de l'affirmation impérialiste de tel ou tel capital national et la mise en place de politiques étatiques économiques, sociales et politiques, servant cet objectif et au caractère fondamentalement et brutalement anti-prolétarienne, n'exprimeront pas exactement le même rapport de forces international et historique entre les classes selon les pays où ils auront lieu. La situation d'une Chine jouant aujourd'hui le rôle de l'Allemagne des années 1930 au plan impérialiste, aurait-il la même signification du point de vue de la lutte des classes internationale que la défaite du prolétariat allemand d'alors ? Nous ne le pensons pas.

De ce point de vue, l'article de la TCI ne fait qu'affirmer, à raison, mais insuffisamment selon nous, la responsabilité historique du prolétariat sans en définir les termes et conditions concrets. La crise qui éclate et qui exacerbe les contradictions capitalistes et les rivalités impérialistes contraint la bourgeoisie mondiale, dans tous les pays, à redoubler ses attaques massives contre le prolétariat à un point que nos générations n'ont jamais connu. Le capital international se lance dans des confrontations massives, économiques et politiques, contre le prolétariat international. La question n'est donc pas : va-t-il y avoir des confrontations de classe, des luttes et des grèves ? Elles auront inévitablement lieu et, sans doute, **de manière simultanée à l'échelle mondiale**. La véritable question est : le prolétariat réussira-t-il à résister à l'offensive bourgeoise, à éviter les pièges politiques et idéologiques et les voies de garage et de défaite pour affirmer sa propre perspective et sa propre autonomie de classe. C'est d'ores et déjà la question qui lui est posée, particulièrement aux États-Unis mais pas uniquement, avec les manifestations antiracistes et démocratiques dans lesquels les forces de gauche et gauchistes, du Parti démocrate aux gauchistes et anarchistes à la phrase radicale anarchiste en passant par le Black Lives Matter, largement relayés par les médias américains et internationaux, essaient déjà de l'entraîner suite au meurtre de G. Floyd par la police de Minneapolis. La capacité de la bourgeoisie américaine et internationale à retourner l'indignation et la révolte légitime devant les violences de **sa propre police** et à les transformer en une défense et un appui à l'État et la mystification démocratiques, tout en y entraînant nombre de jeunes révoltés, en dit long sur les risques que toute concession ou conciliation à ces thèmes démocratiques bourgeois comportent pour le prolétariat aussi radical puisse être le langage utilisé. De manière immédiate, elle a permis pour l'heure de dévier l'attention des prolétaires du chômage qui explose et des conditions d'exploitation, de travail pour ceux qui en ont toujours un, qui empirent ; et du com-

bat contre l'exploitation capitaliste au temps du coronavirus et de la crise. Sans être le seul, le degré d'adhésion ou de rejet du prolétariat américain en particulier, et de manière plus général du prolétariat international, à ces campagnes sur le terrain démocratique et étatique sera aussi un élément pour pouvoir apprécier la dynamique capitaliste vers la guerre généralisée et des conditions de la polarisation impérialiste. Voilà pour-

quoi réfléchir et essayer de déterminer aujourd'hui comment la polarisation impérialiste tend à se développer, en se gardant de tout schématisme bien sûr, est de la responsabilité du parti en devenir s'il veut devenir **réellement** le parti de l'avant-garde prolétarienne, celui appelé à diriger les combats de la classe révolutionnaire.

RL, juillet 2020

Brochures des CI-Klasbatalo et de la FICCI (commande à [intleftcom@gmail](mailto:intleftcom@gmail.com))

Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes - Klasbatalo).

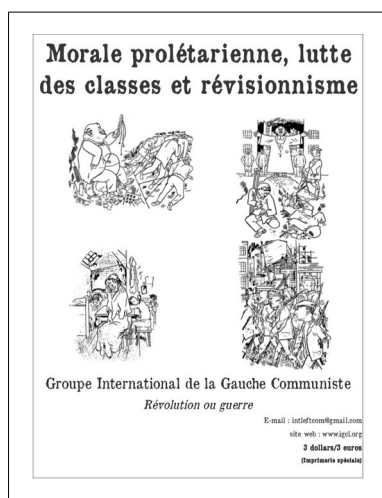
La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI).

Groupe des Travailleurs Marxistes, Mexique, 1938 (Fraction interne du CCI).

La question de la guerre, 1935 (Fraction interne du CCI).

Les syndicats contre la classe ouvrière, 1976 (fac-similé de la brochure du CCI).

Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC).



Combat contre l'opportunisme au sein du camp prolétarien

Contre les ragots sur les réseaux sociaux et pour les débats politiques publics

Les réseaux sociaux, Facebook et autres, ont donné une dimension nouvelle à la politique petite-bourgeoise des ragots et calomnies qui a toujours prévalu dans des milieux périphériques au camp révolutionnaire, voire de la Gauche communiste. Le phénomène n'est pas nouveau. Lénine le combattit en son temps comme on peut le voir dans *Un pas en avant, deux pas en arrière*. Normalement, nous ne prêtons pas attention à l'esprit de cercle sclérosé des réseaux internet, l'*esprit de cercle 2.0.*, où règnent en maître individualisme et informalisme.

Mais l'avalanche des calomnies et insultes de ces derniers temps, particulièrement depuis notre prise de position sur les manifestations antiracistes aux États-Unis, principalement sur les réseaux nord-américains, nous oblige à faire un point visant à rassurer ceux, sincères, qui pourraient se laisser influencer et décourager par l'outrance des propos et l'hostilité qui s'en dégage. De plus, ces pratiques ont toujours un effet plus ou moins délétère sur l'ensemble du camp prolétarien en particulier lorsqu'elles touchent un de ses points faibles récurrents : ses réflexes d'ordre sectaire. Par exemple, et en laissant de côté notre supposé racisme ou autres calembredaines, beaucoup nous prêtent des intentions cachées et manœuvrières derrière la volonté que nous affichons de débattre, confronter et clarifier les positions des autres groupes communistes – c'est pourtant une évidence pour quiconque se réfère sérieusement à l'histoire et expérience du mouvement ouvrier. Prenons deux posts en particulier qui, comparés à la plupart, ont au moins le mérite d'être compréhensibles. Selon le premier, orné de nombreux « likes » (c'est dire !), en publiant et traduisant des articles de la TCI et de Nuevo Curso, le GIGC chercherait « à courtiser la TCI tout comme il le fait avec Nuevo Curso-WO-GCCF... [alors qu'en fait] il veut l'affaiblir et la diviser ». Nous exercerions même un « chantage » sur la TCI en critiquant les faiblesses de sa politique de regroupement international. Un autre individu nous intime de « cesser votre jeu idiot qui consiste à essayer de mettre en évidence les différences entre la CWO et Battaglia comunista ». Il nous accusait d'attaquer la TCI car, en traduisant en français et en espagnol sa prise de position du 1^{er} mai, nous avons relevé dans une note de pied de page que les versions anglaise et italienne différaient sur la caractérisation de la guerre impérialiste généralisée. Quelle ignominieuse attaque, n'est-ce pas ! Alors même que nous reproduisions ce tract sur notre site, le saluions et le reprenions à notre compte. Alors même que nous affirmions vouloir le diffuser. Si un lecteur ayant compris cette *dialectique radicale* est suffisamment aimable pour nous l'expliquer, merci d'avance.

Voilà où mènent les ravages de l'esprit de *cercle 2.0*. Ils rendent les individus politiquement stupides, mesquins, étroits d'esprit et... si éloignés du combat, **historique**, rappelons-le, pour le parti mondial du prolétariat.

Ces pratiques et l'usage de critères psychologiques et personnalisés dans les relations politiques entre groupes communistes offrent un terrain privilégié pour les forces opportunistes et liquidationnistes tel le CCI de la *Décomposition* et du *Parasitisme*. Que celui-ci s'engouffre dans la brèche ouverte par les considérations d'ordre psychologique, non politique, terrain même de sa théorie du parasitisme, ne doit étonner personne : il l'avait annoncé lors de son dernier congrès international et nous en avons averti l'ensemble du camp (cf. RG #12). Il faut lui reconnaître cette « qualité », le CCI liquidateur est conséquent. Il poursuit avec constance son objectif de destruction du camp prolétarien. Voilà pourquoi il faut appeler les forces *pro-parti* du camp, organisations, groupes et individus sympathisants ou militants, à rejeter ce terrain des réseaux et des approches d'ordre personnelle et psychologique pour juger des positions et des *intentions* politiques réelles des autres groupes communistes.

Qu'on nous lise bien et nous juge sur ce que nous écrivons. **Non**, nous ne reproduisons pas les textes de Nuevo Curso ou de la TCI, ou autres, par tactique opportuniste, pour les amadouer, les flatter ou gagner leur sympathie. **Non**, nous ne continuons pas à défendre que la TCI reste encore la seule force matérielle en situation d'exercer le rôle historique et international de pôle de regroupement afin d'exercer un chantage sur celle-ci (incroyable, non?).

Oui, nous continuerons à débattre et à essayer de confronter les différentes positions comme nous essayons de le faire en notre propre sein. Avec ou sans les autres forces communistes. C'est une nécessité pour nous. Mais ça l'est tout autant pour les autres forces communistes quoiqu'elles puissent en penser et même si cela doit déranger le train-train quotidien et le confort des certitudes absolues. Débats et confrontations politiques sont le sang qui doit irriguer les corps politiques communistes. Au risque de la thrombose dans le cas contraire. À terme, une question de vie ou de mort donc. Quant aux petits bourgeois radicalisés des réseaux, qui confondent bris de vitrine et violence de classe, *free zone* de Seattle avec la révolution, ragots avec débats méthodiques... ne gaspillons pas plus le peu de place que nous avons.

Juin 2020

Débat au sein du camp prolétarien

Débat sur la période de transition

Nous publions ici une réponse du camarade Fredo Corvo suite à notre présentation dans le numéro 13 de cette revue, en octobre 2019, de l'introduction du camarade Fredo Corvo sur les Principes fondamentaux de la production et distribution communistes du GIC « hollandais » des années 1930. Depuis, une nouvelle traduction anglaise de ce texte a été publiée sous forme de livre et est donc disponible sur internet. L'exposition franche et directe de la divergence ne peut qu'aider les jeunes générations à se réapproprier les leçons et les débats de la Gauche communiste à propos de la période de transition entre capitalisme et communisme.

Capitalisme d'État : erreur historique ou moyen pour la dictature prolétarienne ? Première réponse au GIGC sur les « Principes fondamentaux » du GIC

Chers camarades du Groupe international de la Gauche communiste,

Je vous remercie d'avoir publié la plus grande partie de mon article dans *Révolution ou guerre* #13 (octobre 2019), *Le GIC et l'économie de la période de transition, une introduction* en anglais mais aussi en espagnol et français³⁰. Dans vos notes introductives, vous reconnaissez la discussion sur l'État de la période de transition entre la Gauche communiste hollandaise et italienne et vous excluez de tout débat sérieux, comme je l'ai fait moi-même, les « communisateurs ». En même temps, ces notes expriment certaines de vos positions qui ne peuvent rester sans réponse.

Vous excluez « du champ communiste toute mesure de capitalisme d'État » pour la période présente. Mais, dans la même phrase, vous écrivez que « de telles mesures capitalistes ont pu être des nécessités pour la dictature de classe en Russie ». Je n'ai aucune intention de refaire l'histoire et je ne peux qu'être d'accord sur le fait que Lénine et la majorité du parti bolchévique pensaient que les mesures de capitalisme d'État étaient nécessaires. Mais l'étaient-elles ? Pour le devenir d'un futur communiste, il est important de savoir avec certitude, sans « peut-être », si les mesures de capitalisme d'État étaient une possibilité. Une possibilité que vous ne laissez même pas ouverte dans vos notes d'introduction tout comme dans votre tract récent sur les manifestations « sauver la planète »³¹. Pour savoir avec certitude, nous avons l'expérience en Russie qui montre que la « dictature de classe » que vous présentez à juste titre comme la question principale, était absente dans les années 1920. L'élimination du contrôle des usines par les ouvriers, en accord total avec la position communiste d'État de

Lénine en 1917, avait déjà préparé la contre-révolution en remplaçant la dictature du prolétariat (par le biais des conseils, organisation des masses) par celle du parti (une minorité).

Bien sûr, c'est une leçon qui ne pouvait être tirée qu'après que le changement contre-révolutionnaire du pouvoir ait eu lieu. Mais cette leçon est toujours aujourd'hui rejetée par beaucoup en jouant sur les mots « économique » et « politique », comme vous le faites vous-mêmes souvent. Les « bordiguistes » en particulier défendent la substitution du pouvoir des masses prolétariennes par le parti comme un moyen de « tenir » jusqu'à ce que la révolution mondiale ait lieu et sauve le « bastion prolétarien ». La question n'est pas si Lénine, en contradiction avec son *État et la révolution*, savait dans les années 1920 que le capitalisme d'État n'était pas socialiste mais plutôt si c'était, comme vous le défendez, « un moyen de combattre la petite production » ou un moyen pour maintenir... le parti au pouvoir comme Lénine le déclara ouvertement.

Au lieu de comprendre les rapports de classe, vous insistez sur des idées d'alors : « les camarades peuvent être en désaccord avec les mesures prises par le bolchéviques, il faudra alors se positionner par rapport aux débats de cette époque. Est-ce que les populistes, les socialistes-révolutionnaires ou encore les menchéviques avançaient des positions plus appropriées, plus révolutionnaires ? De notre côté, nous nous revendiquons pleinement des positions des bolchéviques » (RG).

Ce n'est pas le GIC ou moi-même qui voulons faire des « appréciations » sur Lénine ou les bolchéviques, ou pour encore refaire l'histoire, c'est le jeu de RG qui défend certaines positions sur ces débats historiques. Si nous voulons apprendre quelque chose de ces débats, nous devons d'abord comprendre que le parti bolchévique de cette époque, comme un tout, n'était plus internationaliste prolétarien comme il l'avait été durant la Première Guerre mondiale, mais était devenu le parti dirigeant d'un État qui exerçait une dictature bour-

30 . Sur la période de transition entre le capitalisme et le communisme dans RG#13 (<http://igcl.org/Origine-et-signification-des>). L'article complet est disponible en anglais sur le site du *Free Retriever Digest*, le numéro d'octobre-novembre 2019.

31 . Lutter pour sauver la planète exige la destruction de l'État capitaliste et l'exercice de la dictature du prolétariat (tract du GIGC, 20 septembre 2019, <http://igcl.org/Lutter-pour-sauver-la-planete>).

geoise sur la classe ouvrière en Russie. Comme Lénine incrédule l'admit en 1921 :

« *L'Etat n'a pas fonctionné comme nous l'entendions. Et comment a-t-il fonctionné? La voiture n'obéit pas : un homme est bien assis au volant, qui semble la diriger, mais la voiture ne roule pas dans la direction voulue ; elle va où la pousse une autre force - force illégale, force illicite, force venant d'on ne sait où -, où la poussent les spéculateurs, ou peut-être les capitalistes privés, ou peut-être les uns et les autres, - mais la voiture ne roule pas tout à fait, et, bien souvent, pas du tout comme se l'imagine celui qui est au volant. (...) Qui donc dirige et qui est dirigé ? Je doute fort qu'on puisse dire que les communistes dirigent [la machine d'État]. A dire vrai ce ne sont pas eux qui dirigent. C'est eux qui sont dirigés* »³².

Le capitalisme d'État n'a pas été le résultat de l'isolement de la Russie mais la conséquence de faiblesses théoriques, de la faute cruciale d'avoir identifié le capitalisme d'État avec le socialisme, ou comme moyen sur la voie du socialisme ou de la révolution mondiale. Je pense que les hommes ne devraient pas être jugés sur la base de leurs idées mais sur leurs actions et leur position dans les rapports de production. La méthode contraire est idéaliste. Ce n'est que lorsque nous considérons les possibilités de regroupement et que nous devons tracer des lignes de classe, que nous devons reconnaître certaines faiblesses théoriques comme inévitables au sein du camp prolétarien. Mais jamais lorsque nous tirons des leçons de l'histoire. En défendant Lénine, *Révolution ou Guerre* risque d'oublier les leçons vitales que la Gauche communiste a tirées du capitalisme d'État, du substitutionnisme classe-parti-État, du besoin pour le futur parti international d'être guidé par l'avant-garde de régions toujours dominées par le capital, et non par celle d'une citadelle prolétarienne.

Vous pensez que la question de l'État dans la période de transition, de la dictature du prolétariat et ce qu'elle signifie pour diriger la production et la distribution, est toujours une « question ouverte » ; exactement comme le CCI. Pour autant que je sache, toutes les principales organisations qui se réfèrent à la Gauche communiste, à l'exception du presque défunt CCI, défendent les positions de Marx et Engels sur l'association libre et égale des producteurs et la reconnaissance que les conseils sont la forme organisationnelle finalement trouvée de la dictature du prolétariat. Que votre « *groupe n'a pas les moyens aujourd'hui de se prononcer de manière tranchée* » n'est pas une excuse. C'est une question de priorité que vous ignorez derrière une question soi-disant « poli-

tique ». Vous affirmez que la lecture de mon introduction renforce les positions de *Bilan*. Vous citez le GIC en suggérant que ce n'est pas très éloigné de la démocratie directe chère aux anarchistes et anarcho-syndicalistes. Vous pourriez tout aussi bien citer Lénine hors de contexte et l'accuser lui aussi d'anarchisme [pour qui la dictature du prolétariat est ³³] : « *En même temps qu'un élargissement considérable de la démocratie, devenue pour la première fois démocratie pour les pauvres, démocratie pour le peuple*³⁴. »

Puis, vous fuyez la question, en restant silencieux sur le rapport entre la dictature et la démocratie, dans les phases supérieures du communisme dans lequel – le GIC est d'accord – la démocratie sera abolie avec l'abolition des classes et l'État : « *une société sans classe sera capable de fonctionner harmonieusement sans le mécanisme démocratique.* » Mais la question est différente : y aura-t-il démocratie au côté de la dictature après la révolution, comme Marx, Lénine et le GIC le défendent, et qu'en est-il du « gouvernement sur les gens » et le « gouvernement sur les choses » ? Le GIC est clair : « le gouvernement sur les gens » déperira avec les classes, l'État, avec la dictature et la démocratie comme aspects complémentaires de l'État. Cependant, la démocratie comme forme de « gouvernement sur les choses » restera, selon le GIC. Certains bordiguistes, et quelques conseillistes, croient qu'après la révolution, il n'y a que dictature, violence et terreur, et aucune sorte de démocratie. Je pense que c'est une erreur, que c'est dangereux et en contradiction avec Marx, Engels et Lénine. Quelle est votre position ?

Il est compréhensible que vous ne puissiez développer vos positions dans une introduction d'une page à une autre introduction. J'espère que vous trouverez le temps de continuer cette discussion sur l'État de la période de transition sur la base de ce que le GIC a réellement dit. Comme en 1916, la révolution peut être plus proche que nous le croyons. Vous risquez de vous retrouver les mains vides face à une question vitale pour la révolution prolétarienne.

Fredo Corvo, 10 janvier 2020

32 . Note de la rédaction : le camarade reprend la citation faite à l'époque par les GIC. Nous avons pris la version française de la citation de Lénine qui peut différer selon la traduction sur marxists.org. Il s'agit du rapport politique présenté au 11^e congrès du PC russe, mars 1922, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1922/04/d11c/vil19220400-03c11.htmq>

33 . Rajouté par la rédaction pour la lisibilité du texte.

34 . <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er5.htm#c5.2>.

Quelques éléments de réponse et état d'une discussion

Nous avons eu récemment des discussions intéressantes avec le camarade Fredo Corvo sur la période de transition, en particulier sur l'apport des communistes de conseils hollandais sur cette question précise. Le lecteur peut se référer aux derniers numéros de notre revue pour reprendre le fil de la discussion du début. Sinon pour en résumer les grandes lignes, le camarade Corvo a traduit en anglais certains textes écrits dans les années 30 par le groupe hollandais GIC, dont un que nous avons publié dans *Révolution ou Guerre*, qui selon lui, jettent une nouvelle lumière sur l'apport théorique de ce groupe. Pour le camarade, la gauche italienne (la revue *Bilan*) a jeté l'épithète de conseillisme aux travaux du GIC sans en comprendre l'essence véritable, faussant ainsi le débat des années 1930 jusqu'à aujourd'hui.

Notre réponse au camarade Corvo était très simple. Les nouvelles traductions de textes du GIC n'amènent rien de nouveau sur la table et viennent en fait conforter en tous points les critiques historiques que la gauche dite italienne a apporté au courant communiste de conseils. La mise en contexte étant faite, répondons maintenant aux interrogations et arguments du camarade Corvo contenus dans sa dernière lettre du 10 janvier 2020.

Le camarade nous interpelle sur trois aspects principaux : le capitalisme d'État, le rôle des bolcheviks et la démocratie.

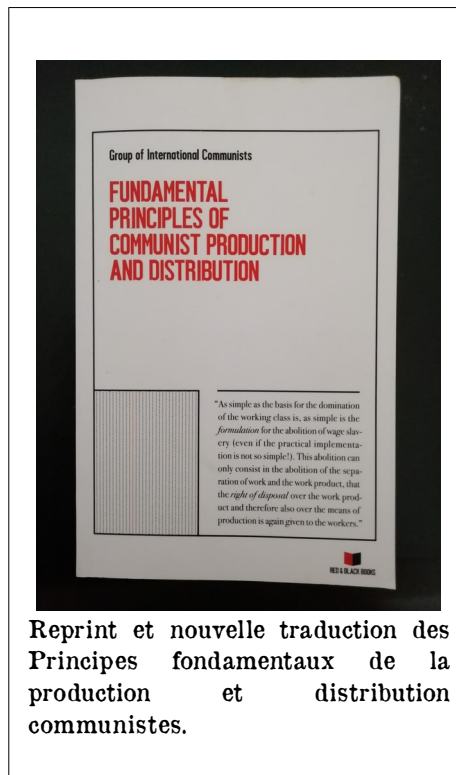
Corvo nous met en garde contre la défense du capitalisme d'État et contre les dangers d'une telle position. Or, nous ne défendons pas le capitalisme d'État comme un principe abstrait et valable en tout temps. Certaines mesures qui prennent la forme d'une centralisation économique sous l'égide de l'État sont nécessaires dans des conditions précises. Ces conditions étaient l'éclosion d'une révolution prolétarienne dans un pays momentanément isolé et peu développé du point de vue économique. Quels sont les exemples historiques que nous possédons? Allemagne en 1848 et Russie en 1917, entre autres. Ces deux exemples sont comparables dans la mesure où ces deux périodes historiques différentes avaient des aspects similaires : économie retardataires par rapport aux pays du capitalisme le plus développé, bourgeoisie poltronne qui tarde à faire sa révolution, naissance d'un prolétariat moderne. En résulte une seule tactique : pousser au développement du

capitalisme tout en prônant la révolution et son extension dans les métropoles capitalistes avancées. Le capitalisme d'État était non seulement nécessaire pour ces deux exemples historiques, mais il était la seule tactique révolutionnaire et marxiste.

Mais, cette tactique n'a jamais été conçue comme une fin en soi. En effet, Lénine est clair sur le fait que le capitalisme d'État n'est pas le socialisme³⁵, distinction que le stalinisme viendra par la suite effacer avec la mystification du socialisme dans un seul pays. Ceci dit, les conditions de l'époque sont aujourd'hui absolument épuisées parce que l'industrie capitaliste a réussi à envahir probablement la totalité du globe. Donc, aujourd'hui, les mesures capitalistes d'État ne sont plus à l'ordre du jour. D'ailleurs, entre parenthèses, Corvo affirme que le capitalisme d'État n'était pas une nécessité pour remédier à l'isolement, position que nous défendons, mais la conséquence d'une

faiblesse théorique. Si tel est le cas et pour être constant avec la logique des arguments du camarade, il lui faudrait donc répudier le Manifeste communiste et un coup parti, pourquoi pas, abandonner le marxisme ! En effet, si la tactique du capitalisme d'État est le résultat d'une erreur théorique, il ne faut pas l'attribuer au pauvre Lénine. Déjà, dans le *Manifeste*, apparaît cette "erreur théorique" puisque Marx et Engels mettent de l'avant une orientation « capitaliste d'État » pour l'Allemagne de 1848³⁶.

Concernant les bolcheviks, Corvo s'aventure à dire que ceux-ci ont pavé la voie à la contre-révolution dès 1917 en éliminant le contrôle des prolétaires sur les usines. On retrouve donc ici le thème classique du conseillisme : Lénine n'a fait que paver la voie au stalinisme. Nous ne prendrons pas la peine ici de répondre à ce mythe propagé autant par le libéralisme



Reprint et nouvelle traduction des Principes fondamentaux de la production et distribution communistes.

35 « Aucun communiste non plus n'a nié, semble-t-il, que l'expression de République socialiste des Soviets traduit la volonté du pouvoir des Soviets d'assurer la transition au socialisme, mais n'entend nullement signifier que le nouvel ordre économique soit socialiste ». Lénine, *Sur l'infantilisme de gauche et la mentalité petite-bourgeoise*. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1918/05/vil19180505.htm>

36 Nous faisons référence au passage suivant du Manifeste : « Centralisation du crédit entre les mains de l'État, au moyen d'une banque nationale, dont le capital appartiendra à l'État et qui jouira d'un monopole exclusif. Centralisation entre les mains de l'État de tous les moyens de transport. »

que par l'anarchisme. Il est facile de trouver dans nos pages et dans les pages d'autres groupes de la Gauche communiste (CCI, TCI, PCI) une réfutation de ce mythe tenace qui refuse de crever entre autres parce que défendu par des éléments au sein même du camp prolétarien, comme le camarade Corvo. Et si les bolcheviks ne sont déjà plus internationalistes dès 1917, qu'en est-il de la 3^e internationale fondée en 1919 ? Est-elle née contre-révolutionnaire ? Pour juger de la politique bolchevik, nous ne nous restreignons pas à ce qui se passait entre les quatre murs des usines en Russie. Cela est bien secondaire et relève d'un souci plutôt anarcho-syndicaliste³⁷. L'aspect central de la politique bolchevik était le programme de l'extension de la révolution au niveau mondial. Sur ce point, les bolcheviks étaient encore et toujours à l'avant-garde.

Notons au passage que le camarade Corvo utilise le terme « communisme d'État ». Du point de vue marxiste, l'union de ces deux termes relève de l'oxymore politique. Mais, son utilisation ici est révélatrice. En effet, ces termes « communisme d'État » ou « communisme autoritaire » ont une origine bien précise. Ils étaient utilisés par les bakouninistes dans leur combat contre les marxistes dans la Première Internationale. À quoi peut-on bien opposer le « communisme d'État » si ce n'est le communisme... libertaire ?

Finalement le camarade Corvo nous demande de prendre position sur la démocratie. Nous ne pouvons pas être en accord avec la tendance qu'a Fredo Corvo d'opposer d'un côté dictature et autorité, et de l'autre, démocratie et liberté. Cela relève plutôt de la tradition anarchiste qui elle, n'est que la version radicale de la grande famille politique du libéralisme. Pour nous, la révolution n'a pas à tirer sa légitimité d'une majorité de voix³⁸. De même, les conseils ouvriers ne doivent pas être des parlements version prolétaire. En d'autres termes, les prolétaires n'ont pas à copier les règles parlementaires et ensuite apposer l'étiquette « démocratie prolétarienne » à leurs actions. Pour nous, la révolution se doit d'être massive en nombre afin d'assurer qu'elle puisse matériellement détruire l'ancien monde. Mais l'aspect massif nous suffit. La révolution n'a pas à s'arrêter à tout moment pour vérifier si la majorité des prolétaires est derrière elle. C'est là la différence entre une conception matérialiste de la révolution, et une conception « démocrate ».

Pour nous, la démocratie n'est ni un principe et encore un moins un fétiche. Il faut donc être très prudent dans son usage d'autant que la contre-révolution saura toujours masquer ses intentions sous les oripeaux trompeurs de la démocratie³⁹. Malgré tout, il est ridicule de penser que le prolétariat sera homogène et purement révolutionnaire au jour 1 de la révolution. Il y aura inévitablement des tendances diverses, des désaccords, voire des contradictions au sein de la classe. En l'absence d'unanimité et en présence de désaccords, trancher les débats dans les assemblées générales, prendre les décisions, nommer des délégués aux conseils ouvriers peut souvent nécessiter des votes et l'usage du moyen d'une « démocratie prolétarienne ». À ce titre, cet usage de la *démocratie prolétarienne* n'est pas un principe mais un moyen et un moment du combat pour la généralisation des luttes ouvrières et l'unité révolutionnaire du prolétariat.

Robin, juillet 2020

37 . Voir nos textes sur la revue *Kommunist* qui critiquent justement le fameux « contrôle ouvrier » dans *Révolution ou Guerre* # 13 et # 14.

38 . Dont l'expression caricaturale peut se retrouver dans le programme de Spartacus de 1918 : « La Ligue spartakiste ne prendra jamais le pouvoir que par la volonté claire et sans équivoque de la grande majorité des masses prolétariennes dans l'ensemble de l'Allemagne. Elle ne le prendra que si ces masses approuvent consciemment ses vues, les buts et les méthodes de lutte de la Ligue spartakiste. »

39 . « Pour ce qui est de la démocratie pure et de son rôle à l'avenir, je ne partage pas ton opinion. Il est évident qu'en Allemagne, elle jouera un rôle bien plus insignifiant que dans les pays de développement industriel plus ancien. Mais, cela n'empêche pas qu'elle acquerra, au moment de la révolution, une importance momentanée en tant que parti bourgeois extrême: c'est ce qui s'est déjà passé en 1849 à Francfort, du fait qu'elle représentait la dernière bouée de sauvetage de toute l'économie bourgeoise et même féodale. Dans un tel moment, toute la masse réactionnaire se tiendra derrière elle et lui donnera une force accrue - tout ce qui est réactionnaire se donne alors des airs démocratiques. » Lettre de Engels à Bebel, 11 décembre 1884.

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.

- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

- Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

- Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communiste" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

- Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le GIGC se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne, et des groupes de la Gauche communiste qui se sont développés en particulier dans les années 1970 et 1980 et qui sont issus de ces fractions.